

Programme  
des Nations Unies  
pour le Développement



Ministère du Développement Rural

**DAPS**

---

## **Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR)**

---

**ZONE IV**

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE  
ET CARACTERISTIQUES  
SOCIO-ECONOMIQUES  
DES MENAGES RURAUX  
DE LA ZONE OUEST-ATACORA**

*Fevrier 1996*

**République du Bénin**

## AVANT-PROPOS

*Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Pierre Basso puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Aho et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.*

*S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.*

*Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :*

*- Messieurs les auteurs de ce document;*

*- Messieurs André Ganmavo, Yves Ajavon, Nazaire Ehoumi, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Monsieur Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Agbodémakou et Mesdames Omalara Adjadj et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Messieurs Antonin Alavo et Bio Tabé du CARDER Borgou; Messieurs Frédéric Biaou et Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèïdi Sahabi du CARDER Ouémé; Messieurs Bonaventure Kouakanou et Hilaire Kotomalè du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénu de la DAGRI, Ibouaïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;*

*- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Hounghédji de la DPE/MTEAS;*

*- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;*

*- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.*

*Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohounkpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.*

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>i</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
 <b>I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE .....</b>	 <b>3</b>
1.1 Délimitations .....	3
1.2 Caractéristiques démographiques .....	3
1.3. Caractéristiques agro-écologiques .....	4
1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone .....	5
1.5. Organisations paysannes .....	7
 <b>II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE .....</b>	 <b>8</b>
2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale .....	8
2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale .....	9
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base .....	9
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire .....	11
2.2.3. Incidence de la pauvreté globale .....	11
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses. ....	13
2.2.5. Coefficient de contribution .....	13
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle .....	14
 <b>III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX .....</b>	 <b>15</b>
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux .....	15
3.2. Emplois des ménages ruraux .....	16
3.3. Revenus des ménages ruraux par source. ....	19
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux .....	22
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux .....	24
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux .....	28
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	30
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow .....	30

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans . . . . .	34
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires . . . . .	34
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux . . . . .	36
3.9. Patrimoine des ménages ruraux . . . . .	40
<b>IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES</b>	<b>43</b>
4.1 Difficultés des chefs de ménages-hommes et des femmes en milieu rural . . .	43
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres . . . . .	44
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres . . . . .	45
<b>V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA</b>	<b>51</b>
5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux . . . . .	51
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux . . . . .	52
5.3. Impact de la dévaluation du F. CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux . . . . .	52
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux . . . . .	53
5.5. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux . . . . .	54
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux . . . . .	55
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux . . . . .	55
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux . . . . .	56

<b>VI.</b>	<b>ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE . . . . .</b>	<b>57</b>
6.1.	Principes directeurs . . . . .	57
6.2.	Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux . . . . .	57
6.3.	Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux . . . . .	62
6.4.	Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale . . . . .	65
6.5.	Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural . . . . .	67

## LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1.1 Indicateurs agricoles et démographiques par circonscription administrative de la zone ouest-Atacora	4
Tableau 1.2a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone ouest-Atacora	6
Tableau 1.2b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone ouest-Atacora	6
Tableau 1.3 Organisations paysannes de la zone ouest-Atacora	7
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone ouest-Atacora	8
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	11
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	13
Tableau 2.4 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	13
Tableau 2.5 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale	14
Tableau 2.6 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone ouest-Atacora par passage	14
Tableau 2.7 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone ouest-Atacora	14
Tableau 3.1 a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone ouest-Atacora	15
Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone ouest-Atacora	16
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone ouest-Atacora	16
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora	18
Tableau 3.4 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora	18
Tableau 3.5 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone ouest-Atacora	19

Tableau 3.6	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone ouest-Atacora	21
Tableau 3.7	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone ouest-Atacora	21
Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone ouest-Atacora	23
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora	23
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora	23
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone ouest-Atacora	25
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora	25
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora	25
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone ouest-Atacora	26
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora	26
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora	27
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone ouest-Atacora	28
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora	28
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora	28
Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone ouest-Atacora	29
Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora	30
Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora	30

Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest-Atacora selon la classification de Waterlow	31
Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest-Atacora selon le sexe au cours des deux derniers passages	32
Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone ouest-Atacora selon les catégories socio-économiques	33
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest-Atacora	34
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest-Atacora selon le sexe au cours des deux derniers passages	34
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone ouest-Atacora au cours des deux derniers passages	35
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone ouest-Atacora	36
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone ouest-Atacora dans différentes catégories socio-économiques	38
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone ouest-Atacora selon le sexe des membres	38
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone ouest-Atacora selon le sexe de l'enfant	39
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone ouest-Atacora selon le sexe de l'enfant	39
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone ouest-Atacora selon le sexe	40
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	41
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	41
Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone ouest-Atacora	42
Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone ouest-Atacora	42
Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone ouest-Atacora	42



Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	43
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	44
Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	45
Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	45
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	46
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	47
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	52
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	53
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	53
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	54
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	54
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	55
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	55
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	56
Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	56

## **LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES**

Graphique 2.1	Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone ouest-Atacora	9
Graphique 2.2	Evolution de l'incidence de la pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone ouest-Atacora	12

Graphique 2.3 Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone ouest-Atacora	12
Graphique 3.1 Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone ouest-Atacora selon les différentes activités	17
Graphique 3.2 Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone ouest-Atacora selon les catégories socio-économiques	18
Graphique 3.3 Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone ouest-Atacora	20
Graphique 3.4 Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone ouest-Atacora	20
Graphique 3.5 Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	21
Graphique 3.6 Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	22
Graphique 3.7 Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	23
Graphique 3.8 Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	24
Graphique 3.9 Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora	29
Graphique 3.10 Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone ouest-Atacora	31
Graphique 3.11 Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone ouest-Atacora	32
Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone ouest-Atacora	36
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora selon leur niveau d'éducation	37
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora selon le sexe	38
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone ouest-Atacora selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	39
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone ouest-Atacora	40

Graphique 5.1	Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone ouest-Atacora	51
Figure 6.1	Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	58
Figure 6.2	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	62
Figure 6.3	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	65
Figure 6.4	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	67
Figure 6.5	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	68

## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

APV:	Agent Polyvalent de vulgarisation (ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)
CARDER:	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CCS:	Centre Communal de Santé
CLCAM:	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle
DANA:	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DSA:	Dimensions Sociales de l'Ajustement
DTC3:	Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche
EBC:	Enquête Budget Consommation
ECVR:	Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux
EPPR:	Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IEC:	Information, Education et Communication
INSAE:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MDR:	Ministère du Développement Rural
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAM:	Programme Alimentaire Mondial
PDRI:	Projet de Développement Rural Intégré
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSA:	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
SIBC:	Système d'Information à Base Communautaire
SNV:	Service Néerlandais des Volontaires
SPA:	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPG:	Seuil de Pauvreté Global
SPNA:	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire

TRO:	Thérapie de Réhydratation Orale
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UVS:	Unité Villageoise de Santé
VAR:	Vaccin Anti Rougeoleux

# **ZONE OUEST-ATACORA**

BURKINA FASO

N I G E R



Maleri  
Cobly  
Boukumbi  
Tangaye  
Toucoumpane  
MATITINSOU

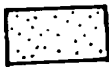
Copargo  
Ouaké  
Djougo

PARAKOU

N I G E R I A

O  
G  
O  
T

## **LEGENDE**

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- ~~~~~ Limite de Sous-Préfecture
- o Chef-Lieu de Département
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture
-  Zone Indiquée

ECHELLE

0 25 50Km

LOKOBAG

ABOMEY

COTONOU

PORTO-NOVO

## INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE OUEST-ATACORA**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et non pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent soutenir les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.



## I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

### 1.1 Délimitations

La zone 4 est désignée sous le nom de la "*Zone Ouest-Atacora*" en raison de la situation géographique des sous-préfectures qui la composent.

La zone couvre les sous-préfectures de MATERI, COBLY, BOUKOUMBE, TANGUIETA, NATITINGOU, TOUCOUNTOUNA, COPARGO, OUAKE et DJOUGOU, soit 9 des 13 circonscriptions administratives du département de l'Atacora (voir carte de la page suivante).

Sa superficie totale est de 16.936 km<sup>2</sup>, soit 53,6 % de la superficie du département de l'Atacora. Le Nord de la zone a été identifié par l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) comme une zone à risque sur le plan de l'insécurité alimentaire. Cette partie de la zone regroupe les sous-préfectures de Tanguiéta, Matéri, Coby et Boukoubé.

La zone 4 est limitée à l'Est par les sous-préfectures de Kérou et de Kouandé, au Sud par la sous-préfecture de Bassila. Les autres limites de la zone sont les frontières internationales de l'Atacora avec le Togo et le Burkina-Faso.

### 1.2. Caractéristiques démographiques

La zone ouest-Atacora compte une population totale de 476.189 habitants dont environ 70 % de ruraux. Les deux principales villes sont Djougou et Natitingou avec des populations urbaines respectives de 50.000 et 30.000 hts.

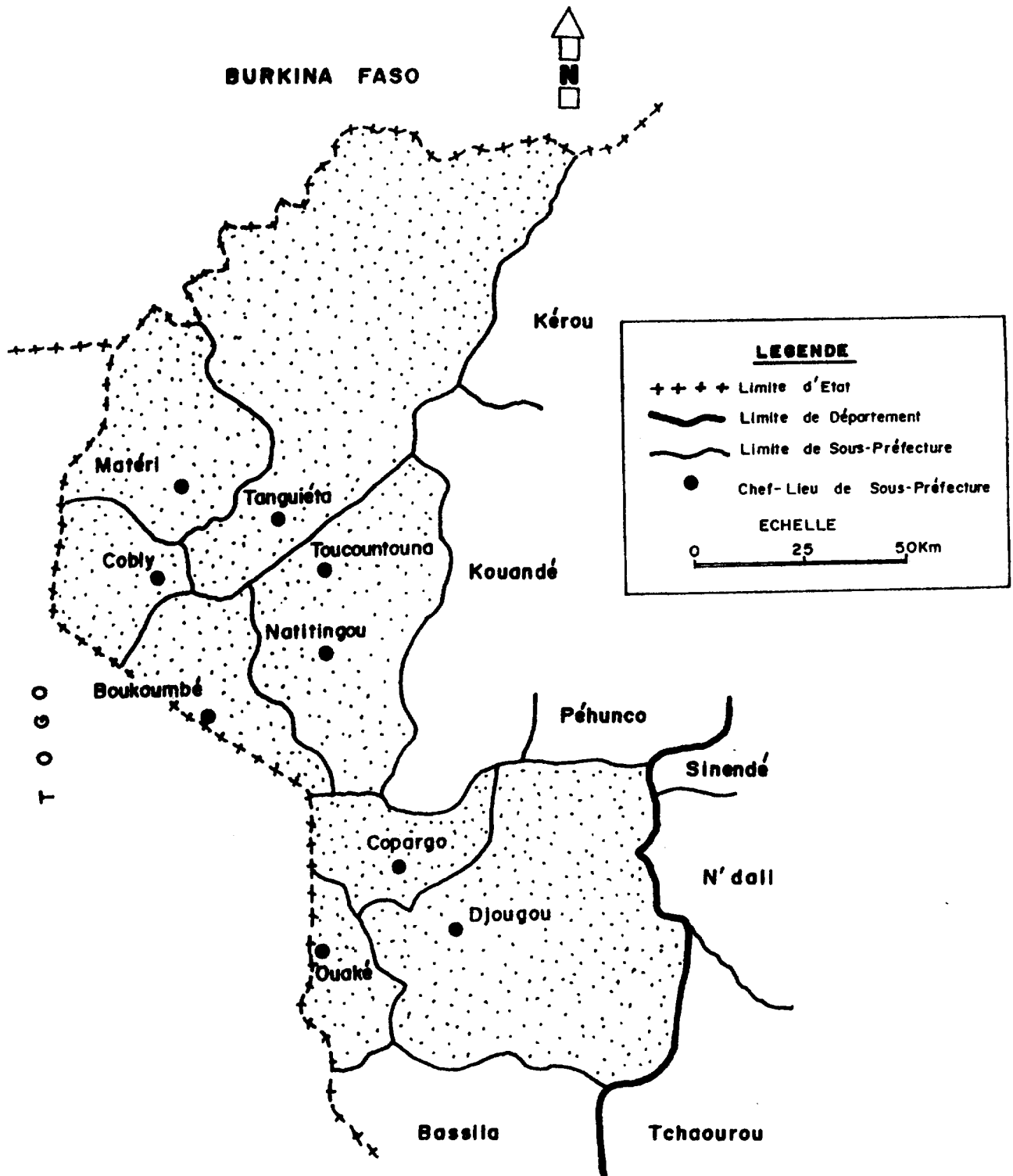
Les ethnies dominantes dans la zone sont les M'bermé et les Berba au Nord, les Betammaribe au Centre et les Lokpa et les Yowa au Sud. On rencontre le type d'habitat dispersé dans le Nord et le Centre alors que les habitats sont regroupés au Sud. La dispersion de l'habitat dans la partie Nord a un effet défavorable sur les actions socio-communautaires.

La densité moyenne au km<sup>2</sup> cultivable est de 40 habitants. Ce chiffre cache la pression très forte sur les terres par endroit comme c'est le cas à Boukoubé où près de 75 % des superficies cultivables sont annuellement mises en culture. Dans ces localités, la densité est de l'ordre de 125 hts/km<sup>2</sup> cultivable.

L'animisme apparaît comme la religion dominante dans la partie Nord de la zone. Il est à l'origine des nombreuses cérémonies religieuses biannuelles qui influencent fortement les temps de travaux des membres des ménages et ce dans le respect des calendriers agricoles. Dans la partie Sud, l'islam domine.

L'exode rural dans la zone concerne avant tout les jeunes de 15 à 30 ans. Les causes fondamentales des départs en exode sont la recherche d'une augmentation des revenus pour faire face à certaines obligations sociales (mariage, dot) et dans ces cas, il s'agit d'exode de longue durée ou définitif.

# ZONE OUEST-ATACORA



**Tableau 1.1 :**  
Indicateurs agricoles et démographiques par circonscription administrative  
de la zone Ouest-Atacora

Circonscriptions administratives	Superficie totale (km <sup>2</sup> )	Population totale (h/s)	Population rurale (h/s)	Densité Population rurale	Terres cultivables km <sup>2</sup>	Densité de population rurale par km <sup>2</sup> de terres cultivables	Surface cultivée km <sup>2</sup> 1994/1995	Ratio terres cultivées/ Terres cultivables %
Tanguiéta	5456	40.430	26.536	4,9	1680	15,8	128	7,6
Matéri	1740	58.516	45.565	26,2	1300	35,1	186	14,3
Cobly	825	38.382	24.417	29,6	354	69	142	40,1
Boukoubé	1036	58.196	42.152	40,7	342	123,3	250	73,1
Toucountouna	1075	21.233	21.233	19,8	720	29,5	105	14,6
Natitingou	1339	57.153	27.780	20,7	608	45,7	183	30,1
Copargo	876	35.665	23.638	27	560	42,2	108	19,3
Ouaké	663	32.515	26.055	39,3	400	65,1	120	30
Djougu	3926	134.099	84.330	21,5	2005	42,1	262	13,1
Total Zone 4	16936	476.189	321.797	19	7969	40,4	1484	18,6

Source: MDR, CARDER-ATACORA

### 1.3. Caractéristiques agro-écologiques

En raison de son étirement du sud au nord sur 250 km, la zone est caractérisée par une certaine diversité des écosystèmes. Trois (3) sous zones y ont été identifiées : Nord, Centre, Sud.

**Sous-Zone Nord :** Elle couvre les sous-préfectures de Tanguiéta, Matéri et Cobly caractérisées par un climat soudanais et un début de sahélisation. Les précipitations y sont aléatoires et la pluviosité varie de 800 à 1000 mm. Les sols sont peu profonds, souvent dégradés et peu fertiles. Dans certaines localités, le système de production est basé sur le sorgho, le mil, le fonio, l'arachide, le voandzou et accessoirement sur l'igname. Dans les bas-fonds, on cultive l'igname, la patate douce et le riz. L'élevage bovin et le petit élevage y sont largement pratiqués. La région est menacée par une sévère dégradation de son couvert végétal.

C'est à l'extrême Nord de cette sous zone que se trouve le parc national de Pendjari. Certains exploitants se sont installés à la lisière du parc faute de terres fertiles ailleurs.

**Sous-Zone Centre :** Elle comprend les sous-préfectures de Toucountouna, Natitingou et Boukoubé. Les précipitations varient de 800 à 1500 mm. Le climat est soudanais et bénéficie des effets de l'altitude. Les sols colluviaux au pied des coteaux et les sols au sommet des légères ondulations sont assez pauvres et souvent concrétionnés.

Les principales cultures sont celles de la sous-zone Nord avec un accent particulier sur le fonio auquel s'ajoutent le manioc et accessoirement le maïs.

Les fortes densités démographiques de Boukoubé ainsi que l'exploitation intensive des terres ont fragilisé la situation écologique dans certaines de ces localités.

**Sous-Zone Sud :** Elle couvre les sous-préfectures de Copargo, Ouaké et Djougou. Les conditions climatiques dans les deux premières sous-préfectures citées sont presque identiques à celles de la sous-zone Centre. Par contre, dans la sous-préfecture de Djougou, la pluviométrie moyenne est de 1100 mm mais peut atteindre 1400 mm. C'est une zone d'accueil, notamment pour certaines populations de Ouaké à la recherche de terre. Les sols y sont fertiles et les cultures limitées réduisent la dégradation de l'environnement. Les principales cultures vivrières sont

l'igname, le maïs, le manioc et le sorgho. La culture du coton tend à devenir la principale culture de rente.

Au total, la zone Ouest-Atacora est particulièrement riche en bas-fonds à cause de son relief très accidenté avec des chaînons de montagnes presque partout. Ces bas-fonds sont très larges et non encaissés dans les régions de Coby, Boukoumbé, Tanguiéta et Matéri, tandis que dans les localités de Djougou et Ouaké, ils sont plus étroits. La superficie totale des bas-fonds non aménagés est estimée à 2500 hectares (0,3 % des terres cultivables). Ils constituent un potentiel dont l'aménagement et l'exploitation permettraient une bonne relance de la riziculture et la promotion du maraîchage.

La végétation fortement dégradée à cause de la forte pression démographique et des systèmes culturels au Centre et au Sud de la zone, est une savane arborée tendant vers la savane arbustive. Les feux de brousse incontrôlés détruisent chaque année la végétation herbacée. Les quelques arbres sauvegardés après des défrichements des parcelles sont le karité, le fromager et le baobab. Les ménages font usage des fruits et des feuilles de ces essences dans leur alimentation.

Le réseau hydrographique est constitué de deux bassins versants : l'un coulant vers le Nord et l'autre vers le Sud. Les principaux cours d'eau sont : la Pendjari, l'Ouémé Supérieur, le Yéripao, la Sinaïciré et la Dongha. L'importance des cours d'eau favorise l'installation des retenues.

D'une manière générale, l'agriculture et l'élevage sont traditionnels. Le principal outil de travail est la houe malgré l'introduction du système d'attelage. En sus des facteurs sociologiques, la petitesse de la taille des exploitations est une des contraintes de l'adoption de la culture attelée.

Les principales contraintes qui influencent la productivité sont la réduction des jachères, la forte pression démographique et la faiblesse des restitutions organiques de même que l'insuffisance des pistes d'accès pour le désenclavement de bon nombre des localités. L'aménagement des terres et l'amélioration des pratiques culturelles pourront accroître la productivité. Une tendance à la spécialisation des localités dans le développement de certaines cultures est à envisager. La tradition de la culture du fonio dans la zone peut être un atout économique important compte tenu de la demande sur le marché extérieur.

#### **1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone**

Environ 82 % des villages ont une école. Cependant l'accès aux écoles n'est pas toujours aisé compte tenu de l'impraticabilité des pistes. La dispersion des habitats rend difficile l'accès aux écoles pour les plus jeunes. Les écoles n'ont pas souvent des cycles complets.

L'accès aux villages est un problème important dans la zone. A peine 30 % des villages sont accessibles en permanence par camion, 70 % ne le sont pas du tout ou le sont de manière saisonnière. Le relief est, en général, très accidenté. L'intervention des gros engins pour la construction de routes et de pistes est nécessaire.

Dans de nombreux villages, il se pose un problème d'approvisionnement en facteurs de production ou en produits de première nécessité. D'après les résultats de l'enquête, l'inexistence de marché dans 55% des villages traduit cette dure réalité. On constate que le système de troc est encore largement pratiqué dans certaines localités où le problème des pistes rend difficile le transport des produits vers les grands marchés. Les ménages font alors ce transport sur la tête ou à bicyclette. Dans tous les cas ils ne transportent que de petites quantités à la fois. En réalité on

compte dans la zone environ dix marchés importants animés avec une périodicité variant de 4 à 7 jours. Il faut distinguer les marchés de centralisation (Tanguiéta, Kassoua-Allah, Natitingou, Djougou) des marchés de collecte primaire qui sont Toucountouna, Boukoubé, Magou, Coby, Kohokondé, Patargo, Matéri, Gouandé et Tantéga. Parfois ces marchés sont à plus de 20 km de bon nombre de villages.

Du point de vue des services socio-sanitaires, aucun des villages n'a d'unité villageoise de santé fonctionnelle et seulement 37 % des ménages enquêtés ont accès à des soins médicaux dans un rayon de 5 km de leur village.

La présence de banques de céréales se limite à la sous-préfecture de Matéri où le projet Accord les a introduites. Environ 91 % des villages de la zone n'ont pas de banques de céréales. Cette situation est, à certains égards, liée à la structure éparse des villages de la zone.

Tableau 1.2a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone Ouest-Atacora

Infrastructures socio-économiques	Nombre recensé	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	9	0,82
Dispensaires	0	0,0
Maternités	0	0,0
Unités villageoises de santé fonctionnelles	-	-
Cabinets médicaux	0	0,0
Dépôts pharmaceutiques	0	0,0
Fontaines et forages publics fonctionnels	9	0,82
Boutiques	0	0,0
Banques de céréales	1	0,1
Magasins de stockage d'intrants	1	0,1
Marchés	5	0,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages= 13

Tableau 1.2b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone Ouest-Atacora

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km du village	4	36,36
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 km du village	4	36,36
Villages accessibles par camion en permanence	3	23,1
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	7	53,8
Villages non accessibles en camion	3	23,1
Villages accessibles par vélo en permanence	12	92,3
Villages accessibles par vélo de manière saisonnière	1	7,7
Villages non accessibles en vélo	0	0,0
Villages accessibles par barque en permanence	3	23,1
Villages accessibles par barque de manière saisonnière	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages= 13

### 1.5. Organisations paysannes

Tous les villages ont pratiquement un groupement fonctionnel. L'enquête étant intervenue au moment où l'Etat a décidé de l'octroi de crédits aux petits producteurs de cultures vivrières, on comprend l'engouement dans la zone Ouest-Atacora pour la mise en place de groupement.

La désorganisation de la filière arachide comme culture de rente avait quelque peu émoussé l'élan des producteurs en matière de création de groupement. Actuellement, un renouveau s'annonce puisqu'un nouveau centre d'intérêt est né pour les producteurs en terme de crédits. Le groupement villageois joue un rôle dans la garantie à accorder aux demandeurs de crédits.

Des groupements de femmes sont fonctionnels. Cela est attribuable au travail des ONG qui appuient les activités de transformation dans les villages. La tontine ou AREC (Association Rotative d'Epargne et de Crédit) est ignorée dans ces localités puisque le niveau des revenus ne permet pas de faire de l'épargne.

L'entraide est une forme d'organisation assez répandue. Un village sur deux fonctionne ainsi pour régler le problème du manque de la main-d'oeuvre. Les parties sud et centre de la zone qui sont à proximité des grands centres urbains ont tendance à opter de plus en plus pour la main-d'oeuvre salariée.

Tableau 1.3 Organisations paysannes de la zone Ouest-Atacora

Type de groupement	Nombre	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	11	0,85
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	3	0,23
Groupements de jeunes fonctionnels	3	0,23
Groupements de femmes fonctionnels	7	0,53
Groupes de tontines fonctionnels	1	0,07
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	6	0,46

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages= 13

## II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

### 2.1 Evolution du seuil de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- \* **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- \* **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- \* **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent-adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 31.100 F.CFA et 7.700 F.CFA par équivalent-adulte pour donner un seuil de pauvreté global (SPG) de 38.800 F.CFA par équivalent-adulte dans la zone ouest-Atacora.

Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté en milieu rural de la zone ouest-Atacora

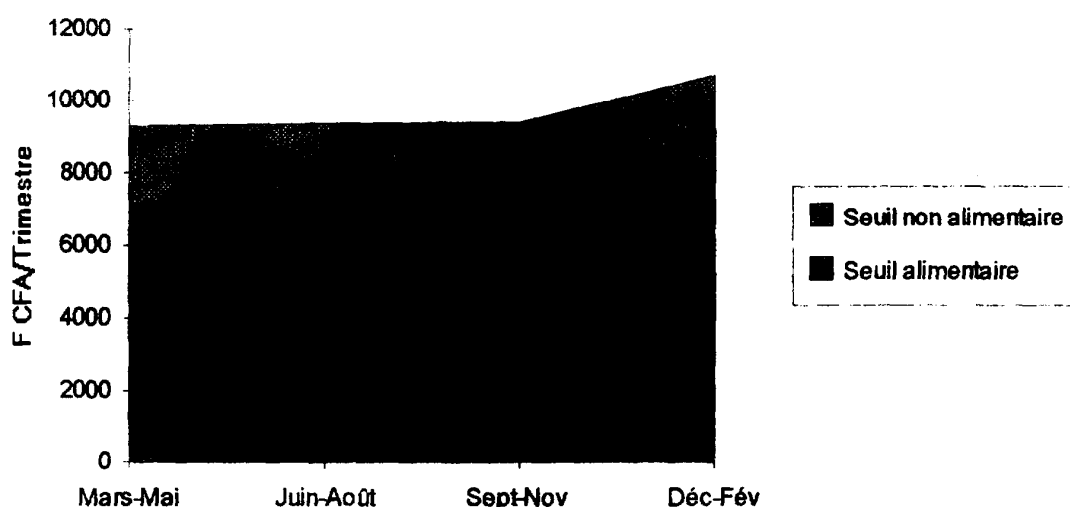
Seuils de pauvreté	Mars - Mai 1994	Juin - Août 1994	Sept - Nov 1994	Déc. 94 - Fév. 95	Mars 94- Fév 95
Seuil de pauvreté alimentaire	28 627	30 739	31 964	32 926	31 064
Seuil de pauvreté non alimentaire	8 551	6 748	5 641	9 835	7 694
Seuil de pauvreté global	37 178	37 486	37 605	42 761	38 758

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA) a augmenté d'une période à une autre durant toute l'année. Il faut noter que le deuxième passage correspond à la période Juin/Août qui est celle de la soudure dans la zone. Les stocks de produits sont presque nuls. La diminution de l'offre sur les marchés provoque une augmentation relative des prix des produits agricoles. L'arrivée des primeurs au mois de septembre n'a rien changé à la montée des prix observée pendant la période qui a précédé. Même l'abondance des récoltes plus tard pendant la période de Décembre à Février n'a pas fait baisser les prix des produits agricoles sur les marchés. Il y a donc eu la hausse des prix des produits due à la diminution de l'offre. Aussi, la dévaluation du franc CFA intervenue en Janvier 1994 aurait contribué à cette évolution ascendante du SPA durant la période de l'enquête.

Le **seuil de pauvreté non alimentaire (SPNA)** quant à lui a suivi une évolution différente. Il a été enregistré aux deuxième et troisième passages une baisse de la valeur de ce seuil. Ce n'est qu'au dernier trimestre qu'il a augmenté pour atteindre son niveau le plus élevé de la période d'étude. Au deuxième passage, c'est surtout l'effet conjugué du niveau très bas des revenus de la période et de la nécessité de financer la campagne agricole qui justifie la baisse. Au troisième passage, les frais qu'engendrent les récoltes n'ont pas permis de dégager des moyens pour l'achat de biens non-alimentaires même si les paysans ont déjà commencé à vendre des produits. Par contre, au cours de la période de décembre à Février les dépenses non-alimentaires deviennent importantes en raison des nombreuses cérémonies qui sont organisées au cours de cette période.

Graphique 2.1 :  
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire  
au niveau de la zone ouest-Atacora



Le **seuil de pauvreté global (SPG)** qui en résulte a enregistré une évolution similaire à celui du SPA parce que ce dernier constitue sa composante la plus importante.

## 2.2 Indicateurs de la pauvreté rurale

### 2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

#### 2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;



- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

### 2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté<sup>1</sup>

- L'**incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire, est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- L'**incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires.

<sup>1</sup> / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté  $P_\alpha$  se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \alpha \quad \alpha > 0$$

où

- $z$  : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)
- $y_i$  : dépense réelle moyenne du membre du ménage  $i$
- $\alpha$  : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté
- $n$  : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adulte)
- $q$  : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adulte en dessous du seuil de pauvreté).

Si  $\alpha = 0$ , on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice  $P_0$  est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes  $j$ , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient  $C_j$

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha_j}}{P_\alpha}$$

où

- $x_j$  : proportion du sous-groupe  $j$  dans la population totale
- $P_{\alpha_j}$  : indice de pauvreté du sous-groupe  $j$
- $P_\alpha$  : indice national de pauvreté

- Le **ratio du déficit de dépenses**, est le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté.
- Le **coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale**. Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté.
- Le **montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale** si le ciblage sur les pauvres était parfait. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

### 2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone ouest-Atacora 17 % des ménages se trouvent en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'ont pas satisfait leurs besoins alimentaires, contre environ un ménage sur six sur le plan national (16,3 %).

En considérant le SPA, le tableau 2.2 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Juin-Août (24 %). Cette période correspond, non seulement à la période de soudure de l'année avec l'un des SPA les plus élevés de l'année, mais aussi à un moment où les revenus des ménages sont les plus bas. A partir de cette période l'incidence de la pauvreté alimentaire baisse d'un trimestre à l'autre pour finalement atteindre son plus bas niveau de 12% en Décembre-Février. Cette faible incidence de la pauvreté alimentaire s'expliquerait essentiellement par le niveau généralement élevé de revenu des ménages (recettes de la vente des produits agricoles) et de la forte disponibilité des produits vivriers sur les marchés en cette période.

Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non pauvres	73.4	53.2	48.6	73.1	62.1
Vulnérables	13.8	22.9	30.8	14.8	20.6
<b>Pauvres</b>	<b>12.8</b>	<b>23.9</b>	<b>20.5</b>	<b>12.1</b>	<b>17.3</b>
<b>Pays</b>	<b>10.5</b>	<b>18.1</b>	<b>22.9</b>	<b>13.6</b>	<b>16.3</b>

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

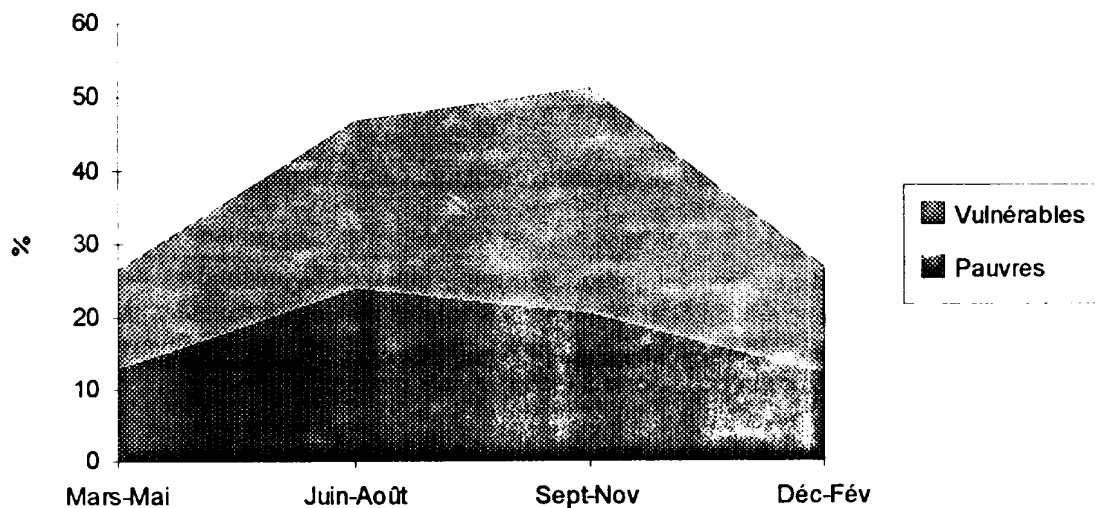
### 2.2.3 Incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.3 mettent en évidence les faits saillants suivants :

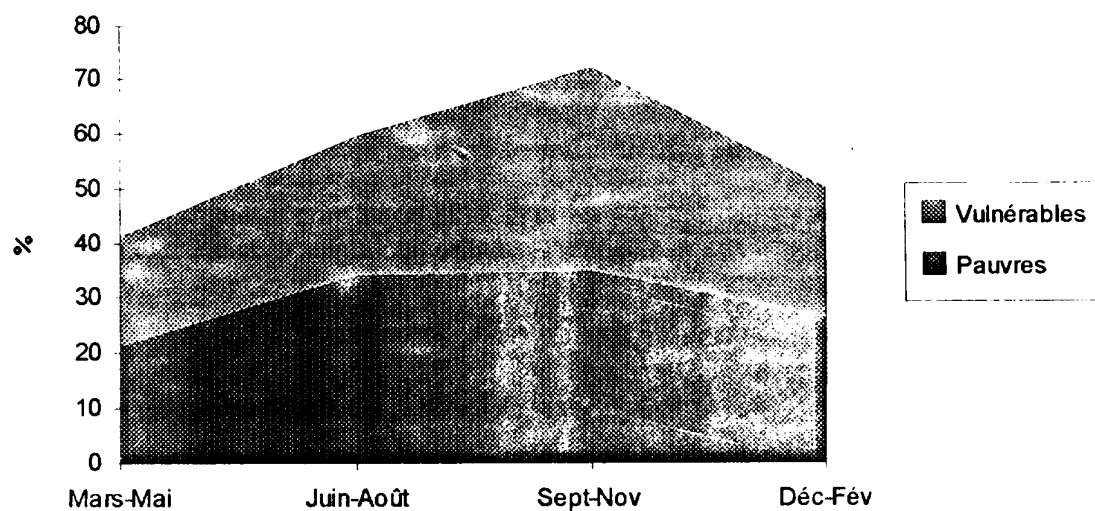
- Plus d'un ménage sur quatre, selon les données annuelles, n'a pas satisfait ses besoins tant alimentaires que non alimentaires minima, contre environ un ménage sur trois sur le plan national. De ce fait, la zone 4 est l'une des zones qui ont une incidence de pauvreté globale inférieure à la moyenne nationale.
- La plus forte incidence de la pauvreté est observée en Septembre-Novembre (35%).

- Les ménages sont relativement moins pauvres entre Mars-Mai. En ce moment, l'incidence est de 21%. Cela s'expliquerait par les raisons évoquées plus haut qui sont relatives à la disponibilité financière liée à la vente des produits agricoles.

Graphique 2.2:  
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales  
par trimestre dans la zone ouest-Atacora



Graphique 2.3:  
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales  
par trimestre dans la zone ouest-Atacora



**Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale**

Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non pauvres	58.7	40.4	28.0	50.0	44.3
Vulnérables	20.2	25.7	37.4	24.1	26.8
<b>Pauvres</b>	<b>21.1</b>	<b>33.9</b>	<b>34.6</b>	<b>25.9</b>	<b>28.9</b>
<b>Pays</b>	<b>25.8</b>	<b>33.6</b>	<b>40.5</b>	<b>31.0</b>	<b>33.3</b>

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **2.2.4 Ratio du déficit des dépenses**

On sait déjà qu'environ 29 % des ménages ruraux de la zone se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.4 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. En effet, l'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 38 % du seuil de pauvreté global, le plus important déficit après celui de la zone 2 (40%).

Cet écart moyen est le plus élevé (67 %) de l'année durant le trimestre Décembre-Février, période la plus dure pour les ménages ruraux de la zone. Remarquons que cette période enregistre une incidence de pauvreté globale relativement moins élevée. Il s'agit donc d'une période au cours de laquelle les pauvres sont moins nombreux mais accusent un déficit plus important par rapport au seuil.

**Tableau 2.4: Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994-Fév. 1995	Moyenne
Zone	33	29	23	67	38
Pays	25	34	34	33	31

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **2.2.5 Coefficient de contribution**

- Pour un poids démographique de 11% de la population totale, la zone contribue à 10 % seulement à la pauvreté rurale nationale c'est-à-dire que moins d'un ménage sur dix au Bénin se trouve dans cette zone.

Tableau 2.5 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale (%)

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	29	11	10
Pays	33	100,0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Par rapport au seuil et à l'importance de la pauvreté dans la zone, il faut environ 1071 millions de F.CFA par an pour amener les dépenses des ménages pauvres au niveau du seuil de pauvreté global en considérant le coût de vie de la période de l'étude.

Tableau 2.6 : Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone ouest-Atacora par passage (millions de F.CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	223	319	257	272	1071
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

Environ 43 % des ménages de la zone 4 sont pauvres à un ou deux passages tandis que 16 % le sont à trois ou quatre passages. Seuls 6 % des ménages sont pauvres durant toute l'année. Dans la zone ouest-Atacora, 43% des ménages sont restés à l'abri de la pauvreté durant toute l'année. Ces résultats reflètent **une forte vulnérabilité à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle relativement faible.**

Tableau 2.7 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone ouest-Atacora

	% de ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	42,7	30,0	12,7	9,1	5,5
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres et non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

#### 3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Les ménages sont en forte majorité agricoles (98%) et ont une taille moyenne de 7 personnes. Les ménages pauvres ont une taille légèrement plus élevée (8 personnes) que les ménages non pauvres (7 personnes).

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 87% des cas. Ce pourcentage est légèrement plus élevé lorsqu'on considère seulement les ménages agricoles (88%).

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 37 % dans la zone 4. Les ménages non pauvres ont un taux de dépendance inférieur à celui des ménages pauvres (33% chez les non pauvres contre 43% chez les pauvres). Tout comme au niveau national ce résultat confirme le fait que les ménages pauvres ont une charge beaucoup plus élevée que celle des ménages non pauvres. Le fait que les pauvres aient plus d'enfants que les non pauvres est complexe à analyser. Cependant, quelques raisons peuvent être avancées à savoir : les pauvres pourraient avoir plus besoin de main d'oeuvre agricole familiale, ne pouvant se payer de la main d'oeuvre salariée; les ménages pauvres ayant un taux de mortalité infantile relativement plus élevé auraient plus d'enfants pour s'assurer d'en voir suffisamment atteindre l'âge adulte et prendre soin d'eux lorsqu'ils seront vieux; les pauvres étant moins éduqués seraient moins au courant des techniques de planification des naissances.

Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone ouest-Atacora

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	86,60
Chef de ménage féminin	13,40
Exploitations agricoles dans les ménages	98,13
Chef d'exploitation masculin	88,04
Chef d'exploitation féminin	11,96
Hommes (10 ans et plus) dans le ménage	32,12
Femmes (10 ans et plus) dans le ménage	30,81
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	22,16
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	10,99

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone ouest-Atacora  
par catégorie socio-économique

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	7	8	7
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	36,89	24,88	32,12
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	30,22	32,08	30,81
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	32,89	43,03	37,07

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.2 Emplois des ménages ruraux

La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, le service, la transformation agro-alimentaire, le commerce et autres activités. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes.

Le nombre d'heures de travail est de 28 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenées sur une base journalière en faisant l'hypothèse de 6 jours de travail par semaine, cette moyenne équivaut 4,7 heures de travail par jour. Ce temps de travail en milieu rural de la zone ouest-Atacora est légèrement supérieur à la moyenne nationale qui est 4,4 heures par jour.

Le nombre d'heures de travail dans la zone varie d'une période à une autre. Il est plus élevé au cours de la période de soudure et des récoltes, c'est-à-dire entre juin et novembre. La préparation des sols (période de soudure) et les récoltes absorbent la grande part du temps des ruraux au cours de ces périodes. Entre décembre et mai, les ménages ruraux de la zone travaillent un peu moins: 24 heures contre 31 heures de travail par semaine sur l'autre période (voir tableau 3.2).

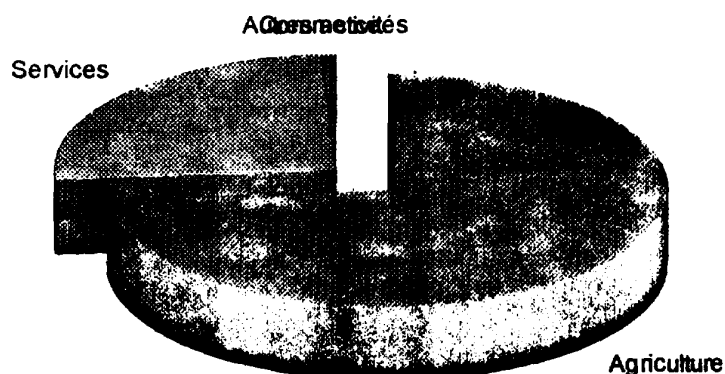
Les principales activités des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora sont l'agriculture (74 % du temps de travail) et les prestations de services (25 % du temps de travail)(voir graphique 3.1). Les autres activités à savoir la transformation agro-alimentaire, le commerce et les 'autres activités' sont des activités marginales en terme d'emploi. En raison de l'enclavement de la zone en sa partie nord, les activités commerciales et de transformation ne peuvent disposer de débouchés ; ce qui explique le très faible exercice de ces activités. Pour ce qui est des prestations de services, son importance peut être liée à la pratique des petits métiers (forge, coordonnerie, tissage, poterie, vannerie, etc) dans la zone.

Tableau 3.2  
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours  
par membre du ménage rural de la zone Ouest-Atacora

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%
Agriculture	11.23	44.71	17.72	57.61	22.02	68.61	6.00	24.67	20.70	73.67
Services	5.3	21.11	4.2	13.65	7.98	24.86	11.32	46.52	7.20	25.63
Transformation agro-alimentaire	-	-	.05	.17	-	-	.02	.06	-	-
Commerce	.25	.98	.15	.5	.01	.03	.24	1.00	.03	.12
Autres activités	8.34	33.2	8.64	28.07	2.08	6.49	6.75	27.75	.58	.58
Total	25.30	100.0	30.77	100.0	32.09	100.0	24.34	100.0	28.10	100.0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

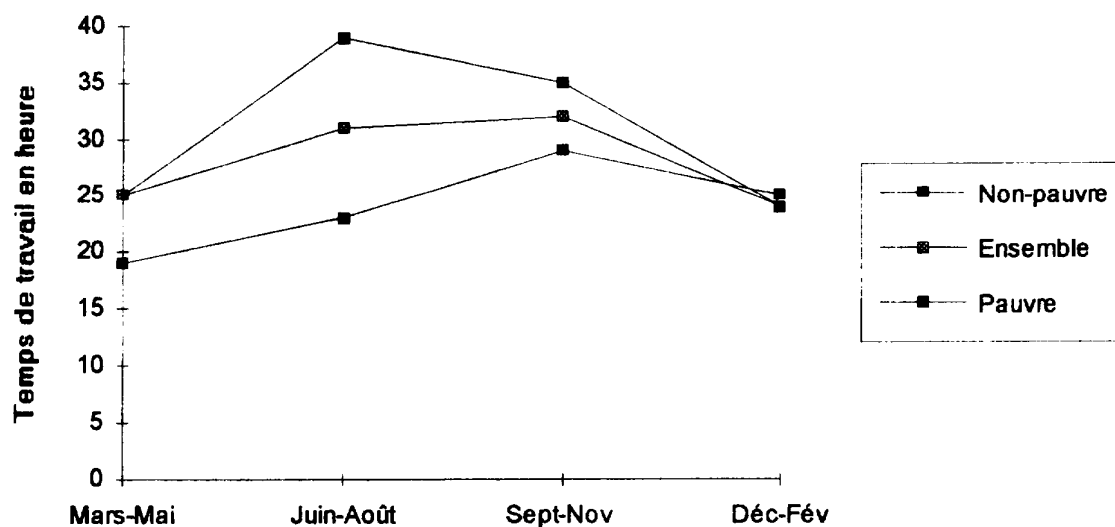
Graphique 3.1:  
Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone  
ouest-Atacora selon les différentes activités



L'évolution et la répartition du temps de travail au cours de l'année diffère d'une catégorie socio-économique à une autre (voir tableaux 3.3 et 3.4). Au niveau des non pauvres, le temps de travail est plus élevé entre Juin et Août (39 heures par semaine). A partir de cette période, on observe une baisse progressive d'un passage à un autre. C'est au cours de la période Décembre-Février que les ménages non pauvres travaillent moins (24 heures). En ce qui concerne les ménages pauvres, on observe un accroissement de leur temps de travail entre le premier et le troisième passages où le pic de 29 heures de travail est atteint. Entre Décembre et Février, le temps de travail hebdomadaire des ménages pauvres accuse une baisse de 4 heures par rapport au passage précédent. En cette période d'intenses activités, les ménages pauvres travaillent relativement plus que les ménages non pauvres (voir tableaux 3.3 et 3.4 et graphique 3.2). Les ménages pauvres consacrent plus de temps aux activités agricoles (73 % de leur temps de travail contre 52% chez les non pauvres). Inversement, les autres activités et le commerce occupent plus les ménages non pauvres. L'autre différence sensible entre les ménages pauvres et non pauvres en terme d'emploi concerne le nombre d'heures de travail qui est plus élevé chez les non pauvres (31 heures de travail par semaine chez les non pauvres contre 24 heures chez les pauvres).



**Graphique 3.2 :**  
Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone ouest-Atacora selon les catégories socio-économiques



**Tableau 3.3**  
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone Ouest-Atacora

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%
Agriculture	10.6	41.91	23.00	59.38	23.95	68.74	6.50	27.39	16.01	52.11
Services	5.31	20.98	5.00	12.90	8.12	23.30	10.90	45.91	7.33	23.85
Transformation agro-alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce	.37	1.47	.18	.46	-	-	.39	1.62	.31	1.02
Autres activités	9.02	35.64	10.56	27.26	2.77	7.96	5.95	25.08	7.08	23.02
<b>Total</b>	<b>25.30</b>	<b>100</b>	<b>38.74</b>	<b>100.0</b>	<b>34.84</b>	<b>100.0</b>	<b>23.74</b>	<b>100.0</b>	<b>30.73</b>	<b>100.0</b>

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.4**  
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%
Agriculture	10.44	55.95	12.34	53.38	19.6	67.17	6.10	24.34	17.67	73.363
Services	2.47	13.26	3.26	14.1	7.73	26.48	11.38	45.44	6.21	25.79
Transformation agro-alimentaire	-	-	.21	.92	-	-	.06	.24	-	-
Commerce	.02	.10	.04	.16	-	-	.15	.61	.14	.56
Autres activités	5.72	30.68	7.27	31.44	1.86	6.36	7.36	29.38	0.07	0.29
<b>Total</b>	<b>18.66</b>	<b>100.0</b>	<b>23.11</b>	<b>100</b>	<b>29.19</b>	<b>100.0</b>	<b>25.04</b>	<b>100.0</b>	<b>24.08</b>	<b>100.0</b>

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.3 Revenus des ménages ruraux par source

Les données sur les revenus sont toujours difficiles à obtenir et plus ou moins fiables. La tendance habituellement observée, dans la zone 4, est une sous-déclaration des revenus. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse n'a porté que sur les recettes ou revenus bruts c'est à dire rentrées d'argent ou chiffres d'affaires au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

Le ménage rural de la zone Ouest-Atacora a un revenu brut annuel d'environ 35.600 F CFA par équivalent-adulte. Ce niveau de revenu rural est le plus faible de tout le pays et représente environ 3,4 fois moins le niveau du revenu moyen national. L'enclavement de cette zone ne permet pas d'exercer des activités autres que les activités agricoles qui sont menées sur des terres dégradées et donc peu productives. Les activités non-agricoles qui procurent environ 71 % des revenus contre 28 % pour les activités agricoles et 1 % pour les revenus de transfert constitue la source principale du revenu de la zone 4 (voir tableau 3.5). La prédominance des activités non-agricoles tient au fait que l'agriculture dans la zone ouest-Atacora et au Bénin de façon générale, est une agriculture de subsistance. La grande part de la production vivrière y est auto-consommée. La partie nord de la zone est constituée de terres dégradées; ceci fait que la production locale de cette partie de la zone est même insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires. Par ailleurs, la production du coton qui est la seule culture de rente du pays et qui permet aux paysans de disposer de revenu agricole groupé à son achat y est très faible.

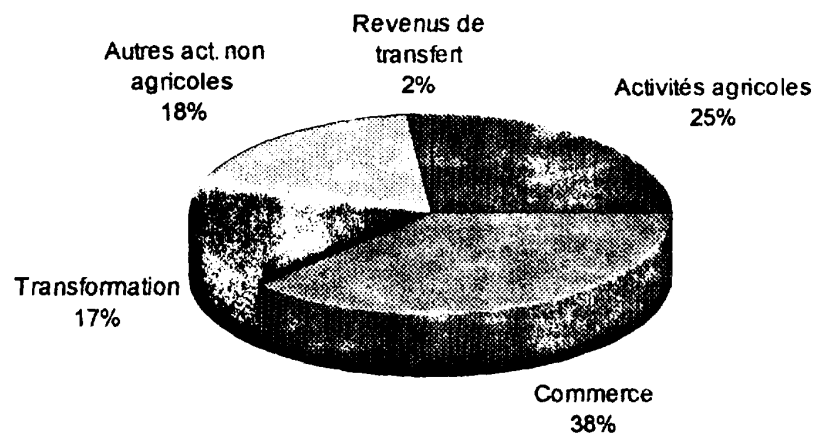
Tableau 3.5  
Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage rural  
de la zone ouest-Atacora (exprimés en FCFA)

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	235	1,98	1 382	24,31	1 588	29,99	6 758	52,99	9 963	27,99
Activités non agricoles	11 590	97,72	4 147	72,93	3 517	66,40	5 995	47,01	25 249	70,93
dont										
Commerce	9 918	83,62	1 219	21,43	876	16,54	2 047	16,05	14 059	39,50
Transformation agro-alimentaire	609	5,13	1 525	26,81	1 087	20,56	2 402	18,83	5 622	15,79
Revenus de transfert	36	0,30	157	2,76	191	3,61	0	0,00	384	1,08
Revenu total	11 860	100	5 687	100	5 296	100	12 753	100	35 596	100

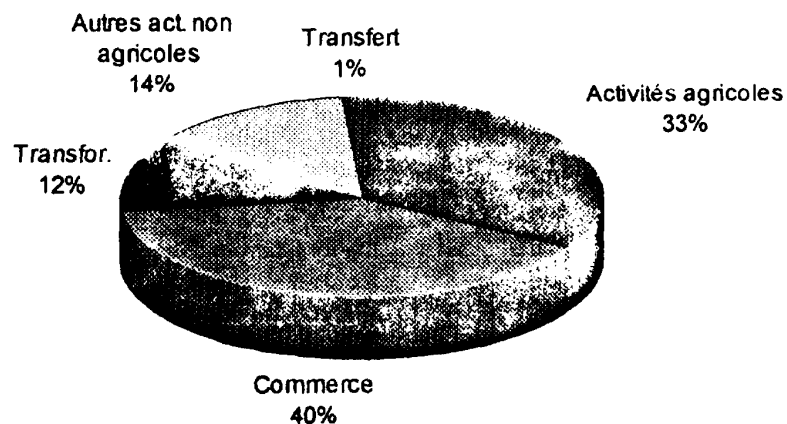
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

La prédominance des activités non-agricoles se retrouve au niveau de toutes les catégories socio-économiques. Elle augmente avec le niveau de richesse: 73 % pour les ménages non pauvres contre 65 % pour les ménages pauvres (voir tableaux 3.6 et 3.7 et graphiques 3.3 et 3.4).

Graphique 3.3:  
Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone ouest-Atacora



Graphique 3.4:  
Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone ouest-Atacora



Le niveau des revenus trimestriels bruts varie d'une période à une autre. Il est légèrement au dessus de 5.400 F CFA au cours de la période allant de juin à novembre. Tout juste après les récoltes, le revenu augmente très sensiblement passant des 5.300 F CFA à 12.700 F CFA entre le troisième et le quatrième passages, soit une hausse de plus de 100 % (142 %) (voir graphique 3.5). Ce niveau est pratiquement maintenu au cours de la période mars-mai. Au cours de la période allant de mars à mai, ce sont les activités non-agricoles notamment le commerce qui procure la grande part du revenu alors que la hausse de la période décembre-février provient plutôt des activités agricoles.

Comparativement aux résultats des autres zones, les niveaux des revenus varient très peu d'une catégorie socio-économique à une autre. Les ménages non pauvres ont un revenu brut annuel 1,8 fois plus important que celui des ménages pauvres.

Graphique 3.5:  
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages  
ruraux de la zone ouest-Atacora

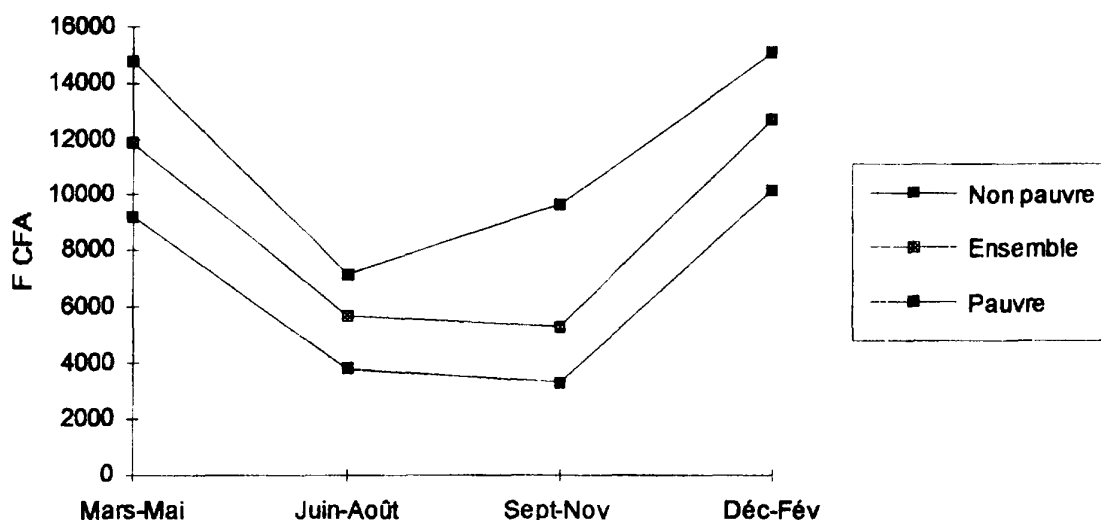


Tableau 3.6  
Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre  
de la zone ouest-Atacora (exprimés en FCFA)

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	364	2,46	1 776	24,88	2 290	23,75	7 267	48,16	11 696	25,08
Activités non agricoles	14 360	97,21	5 251	73,58	6 747	69,98	7 822	51,84	34 180	73,29
dont										
Commerce	12 131	82,12	1 666	23,34	1 522	15,79	2 206	14,62	17 526	37,58
Transformation agro-alimentaire	957	6,48	1 501	21,03	2 110	21,88	3 461	22,94	8 029	17,21
Revenus de transfert	49	0,33	110	1,54	605	6,27	0	0,00	763	1,64
Revenu total	14 773	100	7 137	100	9 641	100	15 089	100	46 640	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.7  
Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre  
de la zone ouest-Atacora (exprimés en FCFA)

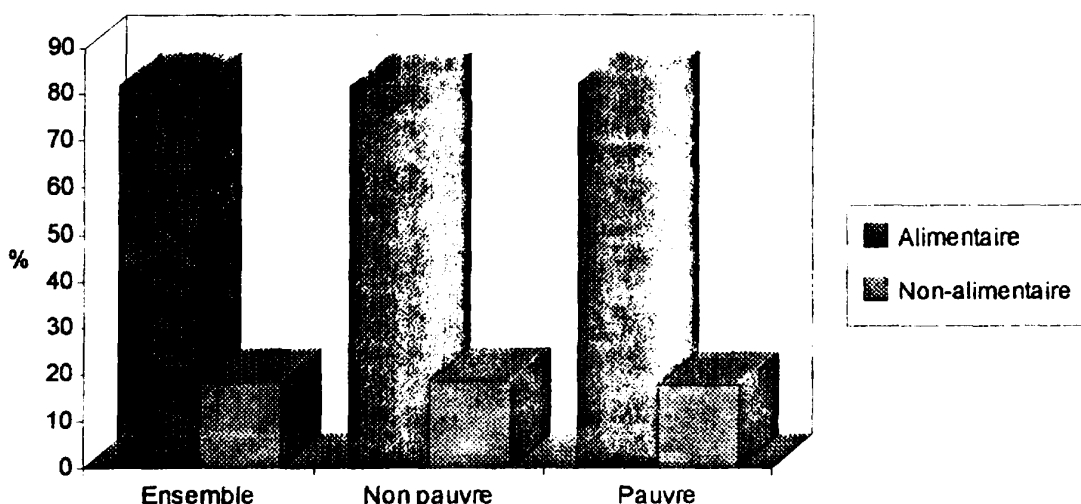
Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	75	0,82	816	21,43	1 108	33,25	6 834	67,15	8 833	33,35
Activités non agricoles	9 064	98,83	2 730	71,72	2 187	65,66	3 343	32,85	17 325	65,41
dont										
Commerce	8 124	88,58	380	9,97	330	9,91	1 689	16,60	10 523	39,73
Transformation agro-alimentaire	-	-	1 687	44,31	274	8,22	1 263	12,41	3 224	12,17
Revenus de transfert	32	0,35	261	6,85	36	1,09	-	-	330	1,24
Revenu total	9 172	100	3 807	100	3 331	100	10 177	100	26 488	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

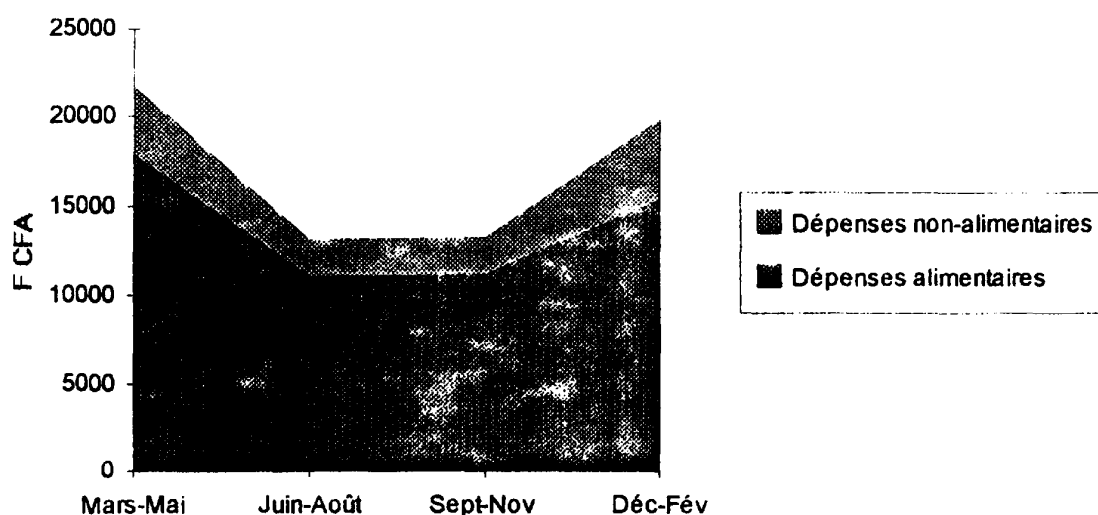
Le ménage rural de la zone ouest-Atacora effectue en moyenne au cours d'une année une dépense globale de 68.000 F CFA par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (82 %) (voir tableau 3.8). Quelqu'en soit la catégorie socio-économique, les dépenses alimentaires ont le même poids dans les dépenses de consommation des ménages (voir graphique 3.6). Ceci montre la faiblesse des revenus qui ne permettent pas de réaliser des dépenses non-alimentaires même au niveau des ménages non pauvres de la zone. C'est plutôt le niveau des dépenses globales qui varie selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non pauvres dépensent 3,7 plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10). Les ménages réalisent des dépenses de consommation largement supérieures à leurs revenus bruts. Ceci témoigne d'une forte autocommation dont la valeur est incluse dans les dépenses de consommation. Le phénomène est plus sensible chez les ménages non pauvres que chez les pauvres.

Graphique 3.6 :  
Structure des dépenses de consommation selon les catégories  
des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora



L'évolution des dépenses globales trimestrielles est la même que celle des revenus. Au cours de la période de grande soudure et de celle des récoltes, c'est-à-dire entre juin et novembre, le niveau des dépenses est à son niveau le plus bas de l'année (13.200 F CFA en moyenne). Il augmente au cours du semestre suivant d'environ 50 % (voir graphique 3.7). Cette augmentation procède du fait que l'essentiel des produits agricoles étant vendu ou consommé, les ménages retournent au marché pour se procurer les vivres qui deviennent plus chers. Par ailleurs, les dépenses qu'engendrent les nombreuses cérémonies organisées en cette période justifient l'augmentation de la composante non alimentaire des dépenses.

**Graphique 3.7:**  
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire  
des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora



**Tableau 3.8**  
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural  
de la zone ouest-Atacora

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	17 854	82.34	11 099	84.46	11 234	84.52	15 437	77.7	55 624	81.82
Dépenses non alimentaires	3 828	17.66	2 042	15.54	2 057	15.48	4 431	22.3	12 358	18.18
Dépenses globales	21 682	100	13 141	100	13 291	100	19 868	100	67 982	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.9**  
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural  
non pauvre de la zone ouest-Atacora

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	25 504	82.71	15 124	84.15	18 983	83.87	22 511	77.41	82 122	81.69
Dépenses non alimentaires	5 331	17.29	2 850	15.86	3 652	16.13	6 569	22.59	18 401	18.31
Dépenses globales	30 835	100	17 974	100	22 635	100	29 080	100	100 524	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.10**  
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural  
pauvre de la zone ouest-Atacora

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	5 012	80.98	4 876	82.55	6 248	86.63	6 056	79.5	22 193	82.42
Dépenses non alimentaires	1 177	19.02	1 031	17.45	964	13.37	1 561	20.5	4 734	17.58
Dépenses globales	6 190	100	5 907	100	7 213	100	7 617	100	26 927	100

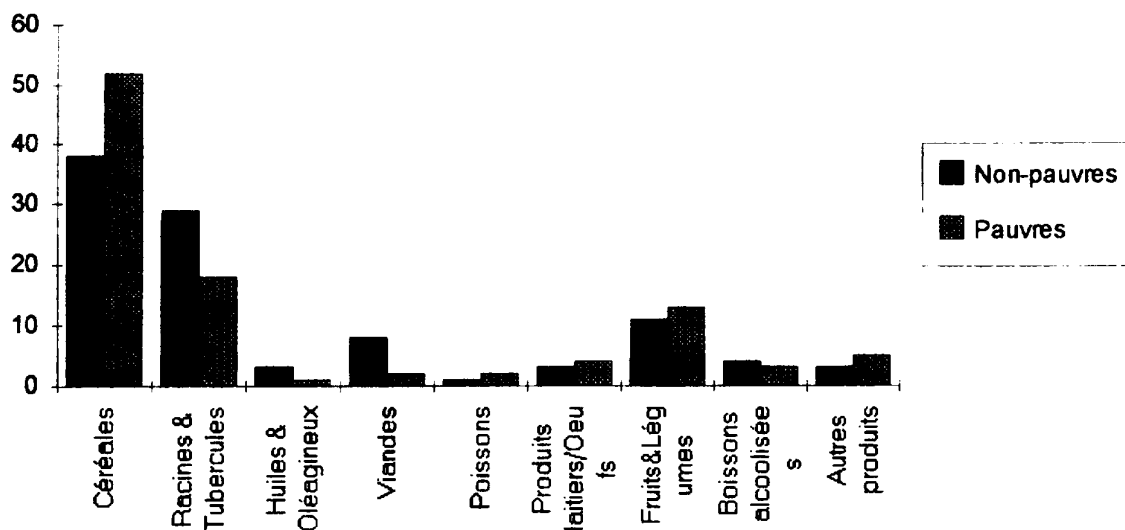
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.5 Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes de produits alimentaires les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont dans ordre décroissant les céréales (43 % des dépenses alimentaires), les racines et tubercules (26 %) et les fruits et légumes (11 %) (voir tableau 3.11). Ces parts varient d'une période à une autre. En effet, pour les céréales et les racines et tubercules, on observe un phénomène de substitution. Les dépenses sur les céréales constituent la grande part des dépenses de consommation alimentaires au moment de la pénurie des tubercules notamment l'igname et ont un poids budgétaire similaire à celui des tubercules au cours des mois d'abondance de ces derniers. On observe une augmentation du poids budgétaire des fruits et légumes au cours de la période de soudure; ceci tient au fait qu'au cours de cette période caractérisée par une faible disponibilité alimentaire, beaucoup de personnes se nourrissent des produits de la cueillette.

Les parts budgétaires de certains groupes de produits varient selon la catégorie socio-économique des ménages. Les parts des racines et tubercules et des viandes augmentent avec le niveau de richesse alors que celles des céréales et des fruits et légumes baissent (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8). Dans la zone 4, toutes les deux catégories de ménages (pauvres et non pauvres) accordent presque la même importance à la consommation des boissons en général et celles alcoolisées en particulier.

Graphique 3.8 :  
Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora



**Tableau 3.11**  
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural  
de la zone ouest-Atacora

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	7901,36	44,26	5952,91	53,63	4300,23	38,28	5503,17	35,65	23657,67	42,53
Racines et tubercules	5078,33	28,44	1080,81	9,74	3878,92	34,53	4178,22	27,07	14216,28	25,56
Huiles et oléagineux	399,39	2,24	272,05	2,45	255,44	2,27	423,42	2,74	1350,3	2,4
Viandes	1324,32	7,42	471,71	4,25	210,71	1,88	1911,27	12,38	3918,01	7,04
Poissons/fruits de mer	121,23	0,68	141,04	1,27	163,94	1,46	329,03	2,13	755,24	1,36
Produits laitiers/oeufs	497,41	2,79	322,55	2,91	316,54	2,82	409,90	2,66	1546,4	2,78
Fruits et légumes	1668,95	9,35	2037,12	18,35	1216,34	10,83	1307,22	8,47	6229,63	11,2
Boissons non alcoolisées	1,41	0,01	0,66	0,01	17,29	0,15	-	-	19,36	,03
Boissons alcoolisées	444,69	2,49	412,60	3,72	432,22	3,85	835,62	5,41	2125,13	3,82
Autres produits	416,62	2,33	407,86	3,67	442,57	3,94	539,19	3,49	1806,24	3,25
Dépenses alimentaires	17853,70	100	11099,30	100	11234,20	100	15437,03	100	55624,24	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.12**  
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural  
non pauvre de la zone ouest-Atacora

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	10808,79	42,38	7946,82	52,54	5820,80	30,66	6783,35	30,13	31359,76	38,19
Racines et tubercules	8029,19	31,48	1457,55	9,64	7916,41	41,70	6425,85	28,55	23829	29,02
Huiles et oléagineux	493,06	1,93	422,21	2,79	543,78	2,86	673,98	2,99	2133,03	2,6
Viandes	2113,21	8,29	773,96	5,12	546,56	2,88	3527,76	15,67	6961,49	8,48
Poissons/fruits de mer	152,47	0,60	133,21	0,88	230,12	1,21	479,96	2,13	995,76	1,21
Produits laitiers/oeufs	631,48	2,48	421,09	2,78	498,41	2,63	580,76	2,58	2131,74	2,6
Fruits et légumes	2126,57	8,34	2916,48	19,28	1845,73	9,72	2014,76	8,95	8903,54	10,84
Boissons non alcoolisées	-	-	1,23	0,01	10,62	0,06	-	-	11,85	,01
Boissons alcoolisées	580,70	2,28	529,76	3,50	843,85	4,45	1340,35	5,95	3294,66	4,0
Autres produits	568,58	2,23	522,00	3,45	726,63	3,83	684,43	3,04	2501,64	3,05
Dépenses alimentaires	25504,05	100	15124,31	100	18982,90	100	22511,20	100	82122,47	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.13**  
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural  
pauvre de la zone ouest-Atacora

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	2976,74	59,39	2516,96	51,62	3028,82	48,47	3002,93	49,58	11525,45	51,93
Racines et tubercules	677,17	13,51	413,58	8,48	1396,10	22,34	1431,82	23,64	3918,67	17,66
Huiles et oléagineux	81,18	1,62	83,51	1,71	102,43	1,64	62,57	1,03	329,69	1,49
Viandes	118,16	2,36	143,97	2,95	54,60	0,87	189,11	3,12	505,85	2,28
Poissons/fruits de mer	48,97	0,98	199,99	4,10	106,25	1,70	161,14	2,66	516,35	2,33
Produits laitiers/oeufs	276,35	5,51	139,97	2,87	174,47	2,79	222,25	3,67	813,04	3,66
Fruits et légumes	621,40	12,40	893,69	18,33	889,93	14,24	495,61	8,18	2900,63	13,07
Boissons non alcoolisées	-	-	-	-	38,06	0,61	-	-	38,06	,17
Boissons alcoolisées	72,21	1,44	279,13	5,72	172,23	2,76	164,75	2,72	688,32	3,10
Autres produits	140,31	2,80	205,15	4,21	285,46	4,57	326,54	5,39	957,46	4,62
Dépenses alimentaires	5012,48	100	4875,97	100	6248,34	100	6056,71	100	22193,51	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

A l'intérieur du groupe des céréales, le mil/sorgho domine de très loin toutes les autres céréales (70 % des dépenses pour les céréales). Il est suivi par le riz dont la consommation représente 12 % des dépenses de consommation des céréales. Il est à ajouter, bien que l'enquête ne l'ait pas révélé, que la zone 4 est pratiquement la seule où le fonio est assez consommé notamment dans la sous-préfecture de



Boukoubé. On note ainsi une différence dans les habitudes alimentaires des ménages de la zone par rapport aux autres zones de la région nord du pays, du moins en ce qui concerne les céréales. La consommation du riz provient du fait que dans la zone cette spéculation est produite. Le blé est très peu consommé en milieu rural de la zone ouest-Atacora (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation varient d'une catégorie socio-économique à l'autre: les ménages pauvres consomment relativement plus de mil/sorgho (76% contre 67% pour les non pauvres). La situation inverse s'observe pour le riz (14 % des dépenses sur les céréales pour les non pauvres contre 7% pour les pauvres) (voir tableaux 3.15 et 3.16).

A l'intérieur des tubercules, c'est l'igname qui est le plus consommé dans la zone (82 %). Il est suivi de loin par le manioc dont les consommations représentent seulement 14 % des dépenses effectuées sur les tubercules. La pomme de terre et la patate douce sont très peu importants dans les habitudes de consommation alimentaire des ménages de la zone. On leur consacre moins de 4 % des dépenses sur les tubercules (voir tableau 3.14). Ici aussi, les habitudes de consommation varient d'une catégorie socio-économique à l'autre: les ménages pauvres consomment relativement plus de manioc (19% contre 13% pour les non pauvres). La situation inverse s'observe en ce qui concerne l'igname (83 % des dépenses sur les tubercules pour les non pauvres contre 79% pour les pauvres) (voir tableaux 3.15 et 3.16).

**Tableau 3.14**  
Dépenses pour les céréales et des tubercules par membre du ménage rural  
de la zone ouest-Atacora

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Riz	1074,17	13,59	258,03	4,33	785,35	18,26	738,80	13,42	2856,35	12,07
Maïs	367,29	4,65	383,30	6,44	684,27	15,91	366,63	6,66	1801,49	7,61
Mil/Sorgho	5908,81	74,78	4420,40	74,26	2306,66	53,64	3889,40	70,68	16525,27	69,85
Blé	0,36	0,00	0,46	0,01	-	-	0,35	0,01	1,17	,00
Autres céréales	550,72	6,97	890,73	14,96	523,95	12,18	507,99	9,23	2473,39	10,45
Total céréales	7901,36	100	5952,91	100	4300,23	100	5503,17	100	23657,67	100
Manioc	776,88	15,30	622,40	57,59	179,35	4,62	420,46	10,06	1999,09	14,06
Igname	4231,67	83,33	404,22	37,40	3392,98	87,47	3603,44	86,24	11632,31	81,82
Pommes de terre/patates douces	12,48	0,25	-	-	101,46	2,62	2,73	0,07	116,68	,82
Autres tubercules	57,29	1,13	54,20	5,01	205,13	5,29	151,58	3,63	468,2	3,29
Total tubercules	5078,33	100	1080,81	100	3878,92	100	4178,22	100	14216,28	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.15**  
Dépenses pour les céréales par membre du ménage rural  
non pauvre de la zone ouest-Atacora

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Riz	1683,16	15,57	296,24	4,99	1157,84	19,89	1126,09	16,60	4363,34	13,91
Maïs	347,36	3,21	386,83	4,87	1320,54	22,69	587,06	8,65	2641,79	8,42
Mil/Sorgho	8059,90	74,57	5959,15	74,99	2467,95	42,40	4415,19	65,09	20902,19	66,65
Blé	0,61	0,01	0,86	0,01	-	-	0,70	0,01	2,18	0,01
Autres céréales	717,76	6,64	1203,75	15,15	874,46	15,02	654,31	9,65	3450,28	11,00
Total céréales	10808,79	100	7946,82	100	5820,80	100,0	6783,35	100,0	31359,77	100,0
Manioc	1087,02	13,54	907,55	62,27	510,74	6,46	622,17	9,68	3127,48	13,12
Igname	6848,41	85,29	457,12	31,36	6892,66	87,07	5590,83	87,01	19789,02	83,05
Pommes de terre/patates douces	21,26	0,26	-	-	111,02	1,40	2,15	0,03	134,43	0,56
Autres tubercules	72,51	0,90	92,88	6,37	401,98	5,08	210,70	3,28	778,07	3,27
Total tubercules	8029,19	100	1457,55	100	7916,41	100,0	6425,85	100,0	23829,00	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.16**  
**Dépenses pour les céréales par membre du ménage rural**  
**pauvre de la zone ouest-Atacora**

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Riz	46,11	1,55	2,15	0,09	534,02	17,63	198,75	6,62	781,03	6,78
Maïs	382,95	12,86	359,30	14,28	385,04	12,71	120,75	4,02	1248,04	10,83
Mil/Sorgho	2380,93	79,98	1868,07	74,22	1972,81	65,13	2489,82	82,91	8711,63	75,59
Blé	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00
Autres céréales	166,75	5,60	287,45	11,42	136,94	4,52	193,61	6,45	784,75	6,81
Total céréales	2976,74	100,0	2516,96	100,0	3028,82	100,0	3002,93	100,0	11525,45	100,0
Manioc	353,39	52,19	181,18	43,81	17,11	1,23	174,96	12,22	726,64	18,54
Igname	319,49	47,18	228,10	55,15	1327,44	95,08	1215,14	84,87	3090,17	78,86
Pommes de terre/patates douces	-	0,00	-	0,00	13,87	0,99	-	0,00	13,87	0,35
Autres tubercules	4,28	0,63	4,30	1,04	37,68	2,70	41,71	2,91	87,97	2,25
Total tubercules	677,17	100,0	413,58	100,0	1396,10	100,0	1431,82	100,0	3918,67	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Ce nombre est en moyenne de 2,8 en milieu rural de la zone ouest-Atacora. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre. Cette similitude dans les situations ne reflète pas la différence possible qu'il peut y avoir entre les différentes catégories et période.

Dans la zone ouest-Atacora, les ménages achètent environ 31 % de leur consommation de maïs. Ce pourcentage est plus important au cours de la période de soudure juin-août (45%) et moins important au cours de la période des récoltes, c'est-à-dire entre septembre et novembre (19%).

En ce qui concerne le riz qui est un peu localement produit, on constate que cette dépendance du marché est encore plus forte (40% en moyenne sur la période de l'étude). La période la plus critique est celle allant de juin à août au cours de laquelle les ménages achètent plus de 70% de leur consommation de riz.

Pour ce qui est du mil/sorgho, moins de 20% en moyenne sont achetés. La période critique reste également celle allant de juin à août (25%).

Parmi les racines et tubercules, l'essentiel de la consommation de l'igname provient de la production des ménages (5% à peine sont achetés) alors que le manioc est à : près de 23% acheté sur le marché. La période difficile est la même pour les deux : celle allant de juin à août (respectivement 15% et 56% de la consommation sont achetés).

D'une manière générale, les ménages ruraux pauvres sont plus tributaires du marché que les ménages non pauvres en ce qui concerne le mil/sorgho, le manioc et l'igname. La situation inverse est observée pour les autres produits vivriers. Au cours des périodes de pénuries, les pauvres ont moins de stock que les non pauvres (voir tableaux 3.18 et 3.19).

**Tableau 3.17**  
**Part de la consommation des principaux produits de base achetée par**  
**les membres du ménage rural de la zone ouest-Atacora**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	30,8	44,6	18,7	38,1	30,6
Mil/Sorgho	13,3	24,7	18,0	14,1	17,2
Manioc	8,2	56,3	10,0	5,7	22,8
Igname	3,3	15,0	5,2	5,1	4,8
Riz	39,9	72,5	25,2	44,6	40,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.18**  
**Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les**  
**membres du ménage rural non pauvre de la zone ouest-Atacora**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	50,2	57,2	8,1	40,6	28,1
Mil/Sorgho	11,9	25,8	34,5	16,2	19,5
Manioc	7,5	50,3	4,2	6,3	19,2
Igname	2,8	22,9	4,4	2,2	3,7
Riz	37,7	74,5	46,9	47,7	46,1

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.19**  
**Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les**  
**membres du ménage rural pauvre de la zone ouest-Atacora**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	00,0	16,5	39,5	65,7	23,3
Mil/Sorgho	29,3	32,8	13,2	20,0	23,7
Manioc	19,0	68,9	100,0	9,2	30,9
Igname	30,5	8,7	14,2	23,9	19,3
Riz	100,0	100,0	2,8	11,8	11,1

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### **3.6 Dépenses non alimentaires des ménages ruraux**

En milieu rural de la zone Ouest-Atacora, les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant d'importance l'habillement (40 % des dépenses non-alimentaires), le logement (35 %) et la santé (18 %). Les autres postes de dépenses non-alimentaires représentent une part minime des dépenses non-alimentaires (voir tableau 3.20). Les dépenses d'habillement et celles relatives au logement représentent à elles seules 75 % des dépenses non alimentaires. La prédominance de ces dépenses procède de l'importance accordée par les ruraux de la zone aux fêtes et cérémonies qui nécessitent des dépenses d'habillement souvent énormes et du souci des ménages ruraux de mettre leur épargne à l'abri des dépenses courantes en les investissant dans les constructions. Le faible niveau des dépenses affectées aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales) est tout de même surprenant dans la mesure où l'on a toujours pensé que la grande partie des revenus des ménages ruraux de la zone est utilisée à cette fin.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. C'est ainsi que les dépenses de logement sont très importantes au cours du trimestre mars-mai et celles relatives à l'habillement sont plus importantes au cours de la période des fêtes et cérémonies (décembre-février). L'importance de la part relative des dépenses d'habillement tient au fait que les costumes traditionnels dont se parent les ruraux de la zone au cours de ces cérémonies coûtent chers.

La part budgétaire relative aux dépenses de logement est plus importante chez les pauvres que chez les non pauvres (40 % contre 36 %) alors que celles des autres postes sont presque similaires d'une catégorie de ménages à une autre (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Graphique 3.9  
Structure des dépenses de consommation non-alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone ouest-Atacora

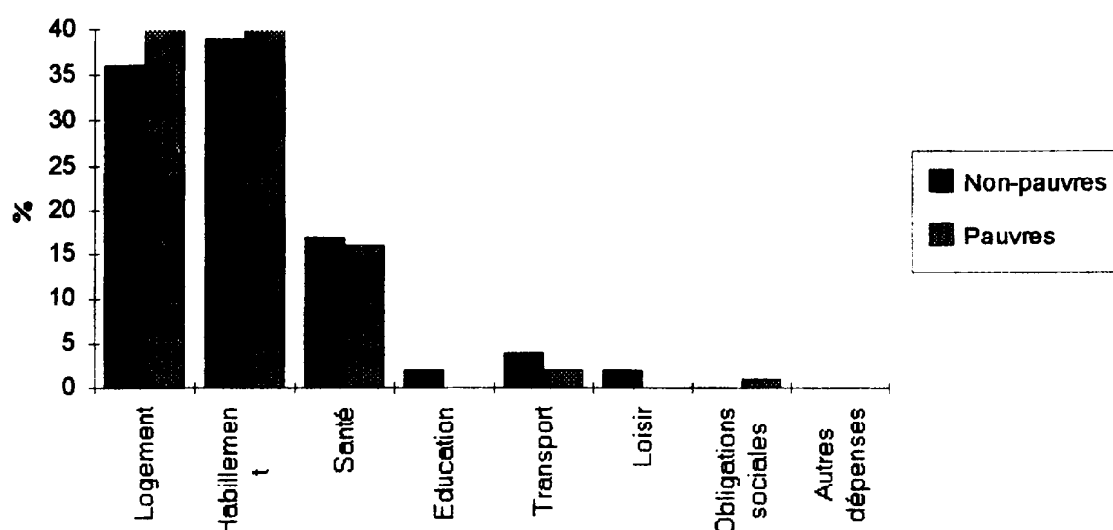


Tableau 3.20  
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural de la zone ouest-Atacora

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	1662,72	43,44	825,66	40,44	797,59	38,77	1043,16	23,54	4329,12	35,03
Habillement	1329,06	34,72	551,15	26,99	696,98	33,88	2369,22	53,47	4946,41	40,03
Santé	710,97	18,57	445,41	21,81	402,11	19,55	647,85	14,62	2206,34	17,85
Education	4,95	0,13	36,98	1,81	98,25	4,78	21,93	0,49	162,11	1,31
Transport	97,50	2,55	44,95	2,20	44,06	2,14	244,88	5,53	431,39	3,49
Loisir	16,30	0,43	119,64	5,86	7,80	0,38	102,60	2,32	246,34	1,99
Obligations sociales	6,39	0,17	18,06	0,88	10,49	0,51	1,08	0,02	36,02	,29
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires totales	3827,91	100	2041,86	100	2057,28	100	4430,72	100	12357,76	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.21**  
**Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural**  
**non pauvre de la zone ouest-Atacora**

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	2365,73	44,38	1091,72	38,31	1580,08	43,27	1495,28	22,76	6532,81	35,5
Habillement	1828,84	34,31	759,85	26,66	1175,40	32,19	3390,33	51,61	7154,42	38,88
Santé	967,89	18,16	631,26	22,15	508,12	13,91	1005,41	15,31	3112,68	16,92
Education	7,98	0,15	68,42	2,40	246,78	6,76	43,85	0,67	367,02	1,99
Transport	127,17	2,39	76,97	2,70	101,45	2,78	432,28	6,58	737,86	4,01
Loisir	22,32	0,42	215,18	7,55	17,62	0,48	199,59	3,04	454,71	2,47
Obligations sociales	10,88	0,20	6,32	0,22	22,40	0,61	2,17	0,03	41,78	.23
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dépenses non-alimentaires totales</b>	<b>5330,81</b>	<b>100</b>	<b>2849,71</b>	<b>100</b>	<b>3651,85</b>	<b>100</b>	<b>6568,91</b>	<b>100</b>	<b>18401,28</b>	<b>100</b>

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.22**  
**Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural**  
**pauvre de la zone ouest-Atacora**

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	617,21	52,42	479,01	46,48	417,57	43,30	399,25	25,57	1913,04	40,41
Habillement	329,75	28,01	335,53	32,56	337,86	35,03	886,18	56,76	1889,31	39,91
Santé	230,50	19,58	149,17	14,47	200,56	20,80	180,18	11,54	760,41	16,06
Education	-	-	2,34	0,23	4,90	0,51	-	-	7,24	.15
Transport	-	-	-	-	3,50	0,36	84,96	5,44	88,46	1,87
Loisir	-	-	20,78	2,02	-	-	10,82	0,69	31,6	.67
Obligations sociales	-	-	43,80	4,25	-	-	-	-	43,8	.93
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dépenses non-alimentaires totales</b>	<b>1177,45</b>	<b>100</b>	<b>1030,62</b>	<b>100</b>	<b>964,39</b>	<b>100</b>	<b>1561,39</b>	<b>100</b>	<b>4733,86</b>	<b>100</b>

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.7 Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

Sur l'ensemble, au cours des quatre passages de l'ECVR, 611 enfants de moins de 5 ans ont été pesés et mesurés au niveau de la zone. On y compte environ 40 % d'enfants de moins de 2 ans et 60 % de ceux de 2 à 5 ans. Les garçons représentent environ 54 % de cet échantillon et les filles 46 %.

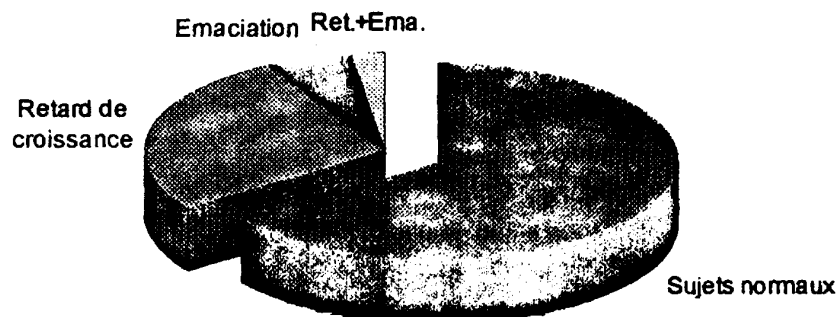
#### 3.7.1 Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

La classification de Waterlow, qui se base sur la combinaison des deux indicateurs Poids/Taille : P/T (indicateur de l'émaciation) et Taille/Âge : T/A (indicateur du retard de croissance), permet d'identifier les enfants jouissant d'un bon état nutritionnel et ceux mal nourris (retard de croissance + émaciation + retard de croissance/émaciation).

Sur toute la période d'investigation, 34 % environ en moyenne des enfants de moins de 5 ans sont malnutris. Cela n'est guère surprenant si l'on sait que la zone regroupe plusieurs sous-préfectures comme Matéri, Boukoubé et Coby qui sont souvent identifiées comme zone d'insécurité alimentaire. La situation actuelle de la zone apparaît même meilleure par rapport à la moyenne nationale qui est d'environ 36 % d'enfants malnutris. Cela est certainement dû au fait que depuis trois ans, des actions ont été entreprises dans la zone afin de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Au niveau de ces cas de malnutrition, on découvre 27% de cas de retard de croissance et 6% d'émaciation (voir graphique 3.10).

Graphique 3.10 :  
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état  
nutritionnel au niveau de la zone ouest-Atacora



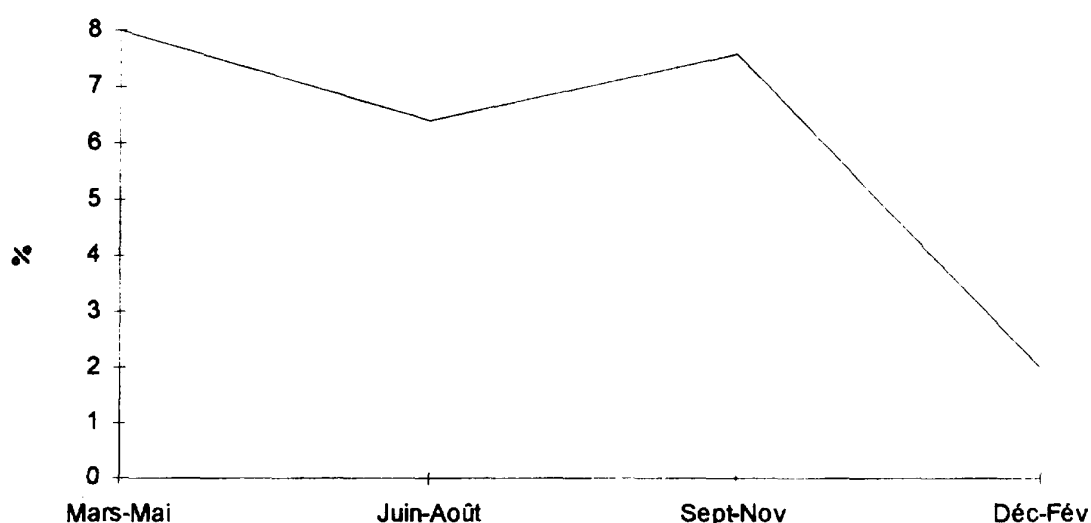
Sur la base du taux total de malnutrition, l'étude saisonnière de la situation nutritionnelle montre que la période de Juin à Août qui correspond à la soudure paraît beaucoup plus critique avec 38 % environ de cas de malnutrition (voir tableau 3.23). Ce qui est vraisemblable lorsque l'on sait que la période de soudure est caractérisée non seulement par une faible disponibilité alimentaire qui joue en défaveur des enfants qui sont pour la plupart soumis aux régimes alimentaires des adultes ( plus de 50 % des enfants de moins de 2 ans de cette zone sont déjà au plat familial) mais aussi par une mauvaise alimentation des mères. Par ailleurs, il se dégage que le mois de Novembre 94 ou plus exactement la période Septembre à Novembre est aussi difficile car l'émaciation atteint 7,6 %. Il en est de même pour le premier passage de Mars à Mai où on obtient 8 % de cas d'émaciation c'est à dire une malnutrition sévère se caractérisant par un faible poids pour la taille (voir graphique 3.11). La raison essentielle est la mauvaise répartition des repas à l'intérieur des ménages et l'absence de plats spécifiques aux enfants.

Tableau 3.23  
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la  
zone ouest-Atacora selon la classification de Waterlow

Etat nutritionnel	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		sept.-Nov. 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars 94 - Fév. 95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	111	68,5	88	62,4	102	64,6	101	67,3	402	65,8
Enfants accusant un retard statural	35	21,6	40	28,4	42	26,6	45	30,0	162	26,5
Enfants émaciés	13	8,0	9	6,4	12	7,6	3	2,0	37	6,1
Enfants accusant un retard et	3	1,9	4	2,8	2	1,2	1	0,7	10	1,6
Enfants examinés	162	100	141	100	158	100	150	100	611	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

**Graphique 3.11**  
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans  
émaciés au niveau de la zone ouest-Atacora



On constate également au niveau de la zone que les garçons sont relativement plus atteints que les filles. Ainsi, au cours des deux derniers passages (entre Septembre et Février), on observe 39 % de garçons malnutris contre 29 % seulement des filles (voir tableau 3.24). C'est le phénomène de l'écosensitivité du sexe féminin qui se manifeste ici dès le jeune âge (à mauvaises conditions de vie égales, les femmes résistent mieux que les hommes).

**Tableau 3.24**  
Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest-Atacora  
selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	101	61,2	102	71,3
Enfants accusant un retard statural	52	31,5	35	24,5
Enfants émaciés	10	6,1	5	3,5
Enfants accusant un retard statural et émaciés	2	1,2	1	0,7
Enfants examinés	165	100	143	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

Les enfants de 2 à 5 ans sont plus touchés notamment par le retard de croissance (34 % contre 15 % seulement chez les moins de 2 ans). L'émaciation, par contre, s'observe beaucoup plus au niveau des enfants de moins de 2 ans (environ 12 % contre 2 % seulement chez ceux de 2 à 5 ans). C'est un phénomène classique, que l'on observe dans la plupart des pays en voie de développement. C'est le phénomène de l'homéorhèse, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que l'âge augmente, les enfants étant soumis à des régimes alimentaires déficitaires, par un mécanisme naturel d'adaptation physiologique, ralentissent leur vitesse de croissance et essaient de trouver un équilibre entre leur nouvelle taille retardée et leur poids. Ils se trouvent à l'âge plus avancé dans une situation presque d'équilibre avec des valeurs du poids et de la taille, toutes deux inférieures aux valeurs normales pour leur âge (d'où un rapport Taille/Âge très faible : prévalence élevée de retard de croissance et un rapport poids/taille relativement satisfaisant : faible prévalence d'émaciation chez les enfants de 2 à 5 ans).

On observe au niveau de la zone, bien que la différence ne soit significative au seuil de 5 %, que les enfants des ménages pauvres sont relativement plus touchés par la malnutrition que ceux des ménages non pauvres (37,5 % de malnutris contre 33,5 % chez les ménages non pauvres) (voir tableau 3.25).

**Tableau 3.25**  
**Etat nutritionnel des enfants de la zone ouest-Atacora**  
**selon les catégories socio-économiques**

**a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude**

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Nombre et % d'enfants normaux	93	69,9	40	78,4	37	62,7	170	70,0
Nombre et % de retard statural	17	12,8	9	17,6	11	18,6	37	15,2
Nombre et % d'enfants émaciés	17	12,8	2	3,9	9	15,3	28	11,5
Nombre et % de retard statural et émaciation	6	4,5	0	0,0	2	3,4	8	3,3
Total	133	100,0	51	100,0	59	100,0	243	100,0

**b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude**

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	133	64,3	48	60,8	48	62,3	229	63,1
Retard statural	70	33,8	31	39,2	23	29,9	124	34,2
Emaciation	3	1,4	0	0,0	5	6,5	8	2,2
Retard + Emaciation	1	0,5	0	0,0	1	1,3	2	0,5
Total	207	100,0	79	100,0	77	100,0	363	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

**c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude**

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	226	66,5	88	67,7	85	62,5	399	65,8
Retard statural	87	25,6	40	30,8	34	25,0	161	26,6
Emaciation	20	5,9	2	1,5	14	10,3	36	5,9
Retard + Emaciation	7	2,0	0	0,0	3	2,2	10	1,7
Total	340	100,0	130	100,0	136	100,0	606	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994



### 3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

L'incidence de la rougeole est assez faible dans la zone; 12 cas seulement sur 611 enfants (2 % environ). Il en est de même pour la poliomyélite qui n'existe pratiquement pas dans la zone (1 cas sur 611). Les maladies diarrhéiques sont élevées dans la zone notamment pendant le premier passage de Mars à Mai où on note jusqu'à 28 % de cas.

On constate que l'utilisation de la Thérapie de Réhydratation Orale (TRO = SRO ou SSS) dans la zone est relativement meilleur à celle observée dans d'autres zones du pays. En effet, au cours des deux derniers passages, 63 % environ des cas de diarrhées ont été traités par la TRO. Cela pourrait s'expliquer, en partie, par l'effet des cours d'éducation nutritionnelle que la DANA a organisé à Matéri et Boukoumbé au cours des années 1990 et 1991 et qui normalement devraient se poursuivre par les animatrices villageoises formées à cet effet.

Tableau 3.26  
Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest-Atacora

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars94-Fév.95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets ayant fait la rougeole	2	1,2	3	2,1	3	1,9	4	2,7	12	2,0
Sujets ayant fait la poliomyélite	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,7	1	0,2
Sujets ayant fait la diarrhée dans les 15 derniers jours	45	27,8	37	26,2	22	13,9	37	24,7	141	23,1
Sujets recensés	162		141		158		150		611	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995.

Tableau 3.27  
Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone ouest  
Atacora selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept.94 - Fév.95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	6	3,6	1	0,7
Enfants ayant fait la poliomyélite	1	0,6	0	0,0
Enfants ayant fait la diarrhée dans les 15 denriers jours	36	21,8	23	16,1
Enfants recensés	165		143	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995.

### 3.7.3 Utilisation des services socio-sanitaires

Les accouchements assistés par du personnel qualifié sont très faibles dans la zone (22 %). Cela pourrait s'expliquer par le taux de couverture assez faible en infrastructures socio - sanitaires et en personnel médical, la non fréquentation des centres de santé par la population et l'enclavement de certains villages qui rend l'accès aux infrastructures difficile.

Les taux de couverture vaccinale de la zone sont relativement meilleurs par rapport à la moyenne obtenue sur l'échantillon national. En effet, 53 % des enfants de 12-24 mois sont vaccinés contre la rougeole contre 48 % au niveau national et 54 % ont fait la troisième dose du DTC contre 51% au plan national. On constate également que les filles sont relativement plus vaccinées que les garçons (respectivement 58 % et 63 % pour le VAR et le DTC3 contre 50 % seulement au niveau des garçons).

Le pourcentage d'enfants de moins de 2 ans suivis du point de vue de la croissance au niveau de la zone est assez semblable à celle obtenue au niveau national. En effet, 34 % environ des enfants de moins de 2 ans de la zone sont suivis du point de vue de la croissance. Ce taux est de 37% environ au niveau de l'échantillon national.

**Tableau 3.28**  
Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone ouest-Atacora au cours des deux derniers passages

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants de moins de 5 ans						
Sujets ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	23	63,9	14	60,9	37	62,7
Sujets nés à la maternité	35	21,2	33	23,1	68	22,1
Sujets recensés de moins de 5 ans	165		143		308	
Enfants de moins de 2 ans						
Sujets vaccinés contre la rougeole (2)	20	50,0	11	57,9	31	52,5
Sujets ayant reçu la 3 <sup>ème</sup> dose du DTC (2)	20	50,0	12	63,2	32	54,2
Sujets non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	41	68,3	30	62,5	71	65,7
Sujets recensés de moins de 2 ans	60		48		108	

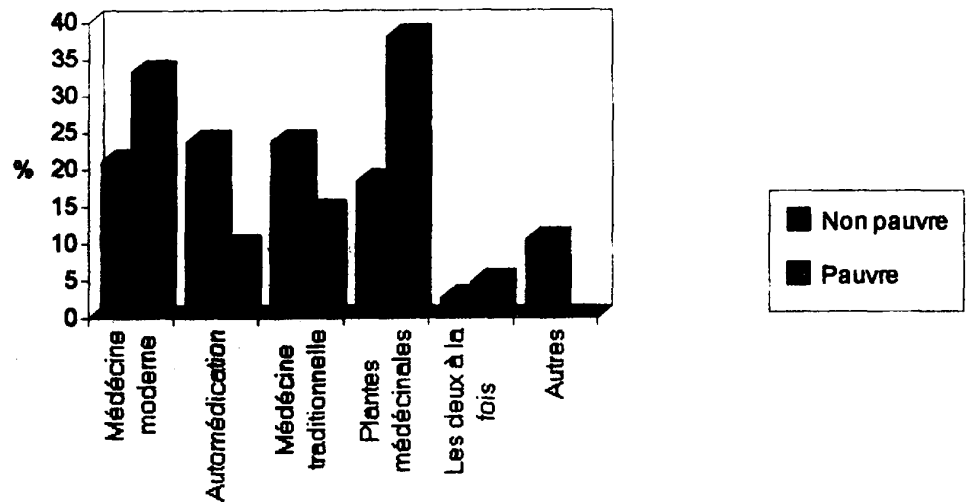
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- (1) Le pourcentage se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée indiqué aux deux tableaux précédents.
- (2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.
- (3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans.

En cas de maladie, les membres des ménages de la zone ont recours dans l'ordre d'importance décroissant à la médecine moderne (27%), aux plantes médicinales (26%) et à la médecine traditionnelle (21%). En moyenne 13% des patients en milieu rural de la zone ouest-Atacora ont recours à l'automédication (voir tableau 3.29).

Globalement, les ménages pauvres et non pauvres ont presque les mêmes options lorsqu'on considère la médecine moderne et la médecine traditionnelle. Seulement, il semble que les ménages pauvres sont plus rationnels en matière de choix de traitement. En effet, dans le domaine de la médecine moderne, les membres des ménages pauvres préfèrent aller vers le personnel de santé dans 33% des cas alors qu'au niveau de la médecine traditionnelle dont les recettes sont connues de presque tout le monde, ils préfèrent se faire soigner eux-mêmes en cherchant les plantes (38%) sans passer par le tradipraticien. On observe exactement le phénomène contraire au niveau des membres malades des ménages non pauvres (voir graphique 3.12).

**Graphique 3.12 :**  
**Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone ouest-Atacora**



**Tableau 3.29**  
**Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les catégories socio-économiques de la zone ouest-Atacora**

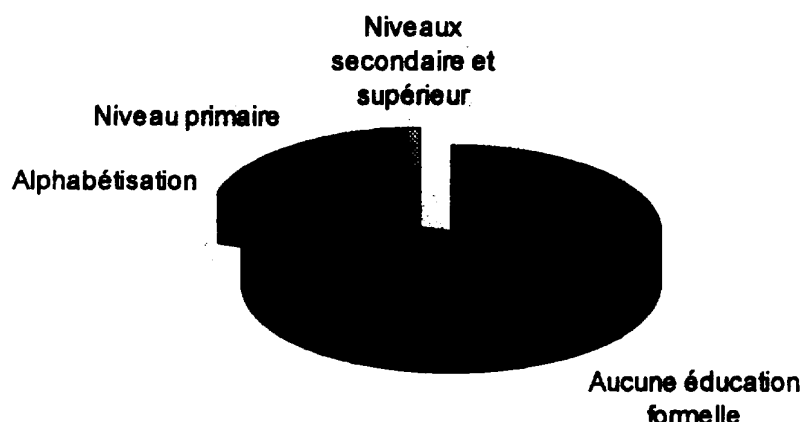
Type de soins	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Recours	8	21,1	8	30,8	7	33,3	23	27,1
Médecine moderne	9	23,7	6	23,1	3	14,3	18	21,2
Médecine traditionnelle	1	2,6	4	15,4	1	4,8	6	7,1
Les 2 à la fois	9	23,7	0	0,0	2	9,5	11	12,9
Automédication	7	18,4	7	26,9	8	38,1	22	25,9
Plantes médicinales	4	10,5	1	3,8	0	0,0	5	5,9
Autres								
Total	38	100,0	26	100,0	21	100,0	85	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.8 Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux

Un autre volet important de la caractérisation des pauvres est l'éducation. A l'instar des résultats relatifs à la nutrition et à la santé, ceux concernant l'éducation viennent confirmer la mauvaise situation des ménages ruraux dans leur ensemble dans le domaine de la satisfaction des besoins de base. En terme de niveau d'éducation, 80 % des membres des ménages n'ont reçu aucune éducation formelle et peuvent être considérés comme analphabètes. Seuls 18 % des membres des ménages ont fréquenté une fois l'école primaire. Les pourcentages des autres niveaux d'éducation sont minimes (voir tableau 3.30 et graphique 3.13).

**Graphique 3.13 :  
Répartition des membres des ménages ruraux de la zone  
ouest-Atacora selon leur niveau d'éducation**



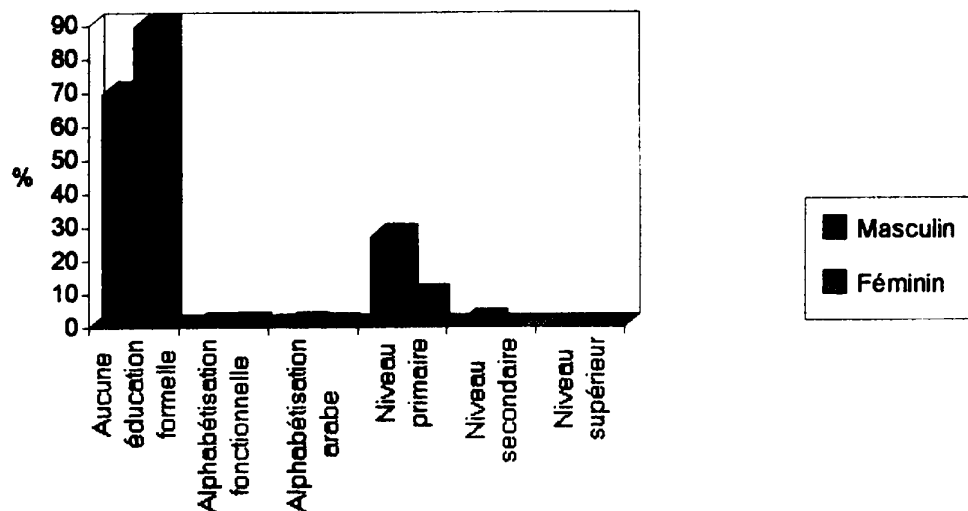
La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage de membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui de membres ayant fréquenté l'école primaire augmente. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes: 90 % des femmes sont analphabètes contre 70 % pour les hommes. Au moment où on enregistre 27 % de membres ayant fréquenté l'école primaire au niveau des hommes, ce pourcentage n'est que de 9 % au niveau des femmes, soit un rapport du simple au triple (voir tableau 3.31 et graphique 3.14). Cette différence observée entre genre provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques (mariage précoce, exigences culturelles, etc) dans le milieu rural de la zone qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes. Pour accroître la fréquentation de l'école par les filles, il faut dans un premier temps éliminer les facteurs sociologiques contraignants par une sensibilisation des parents aux bienfaits de l'instruction. L'application de la décision de suppression des frais d'écologie pour les filles rurales doit être contrôlée pour garantir son succès. A la longue, l'Etat doit tendre vers la gratuité effective de l'école primaire pour tous les enfants en âge d'être scolarisés. Toutefois, l'adaptation des formations aux besoins réels des ruraux et à la situation économique actuelle du pays est nécessaire pour convaincre les ménages ruraux. En cela l'expérience des Centres de Promotion Rurale (CPR) est à encourager et à généraliser.

**Tableau 3.30**  
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone ouest-Atacora  
dans différentes catégories socio-économiques

Niveau d'éducation	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	222	74,2	135	84,4	460	79,7
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	2	0,7	3	1,9	5	0,9
Reçu une alphabétisation en arabe	2	0,7	1	0,6	3	0,5
Fréquenté l'école primaire	70	23,4	20	12,5	104	18,0
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	2	0,7	1	0,6	4	0,7
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	1	0,3	0	0,0	1	0,2
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total membres	299	100	160	100	577	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Graphique 3.14 :**  
Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux  
de la zone ouest-Atacora selon le sexe



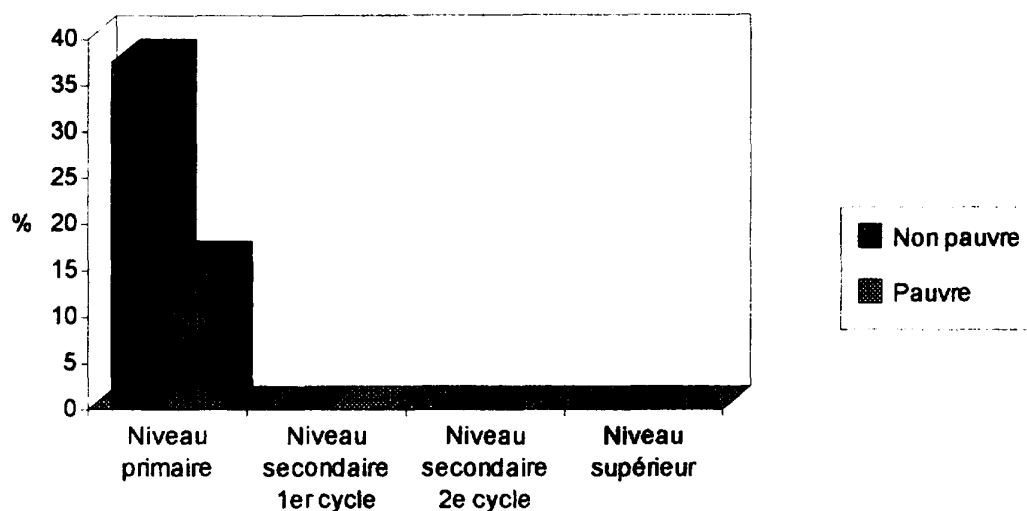
**Tableau 3. 31**  
Niveau d'éducation des membres des ménages  
de la zone Ouest-Atacora selon leur sexe

Niveau d'éducation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	200	69,7	260	89,7	460	79,7
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	2	0,7	3	1,0	5	0,9
Reçu une alphabétisation en arabe	2	0,7	1	0,3	3	0,5
Fréquenté l'école primaire	78	27,2	26	9,0	104	18,0
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	4	1,4	0	0,0	4	0,7
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	1	0,3	0	0,0	1	0,2
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total membres	287	100	290	100	577	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Parmi les enfants d'âge scolaire, la situation est relativement meilleure au niveau primaire où on enregistre un taux de scolarisation d'environ 27%. Ce taux baisse avec le niveau de pauvreté; les enfants des ménages ruraux non pauvres s'inscrivent relativement plus à l'école primaire que ceux des ménages pauvres (38% contre 16%; voir graphique 3.15). En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, les taux sont nuls (voir tableau 3.32).

**Graphique 3.15 :**  
Taux de scolarisation des enfants de la zone ouest-Atacora  
selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux



**Tableau 3.32**  
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages  
de la zone ouest-Atacora selon la catégorie socio-économique du ménage

Niveau d'instruction	Non pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Niveau primaire	30	37,5	7	15,6	42	26,9
Niveau secondaire premier cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.33**  
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages  
de la zone ouest-Atacora selon le sexe de l'enfant

Niveau d'instruction	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Niveau primaire	26	30,6	16	22,5	42	26,9
Niveau secondaire premier cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Selon les parents eux-mêmes, les principales raisons de la non scolarisation des enfants sont dans l'ordre d'importance l'âge jugé insuffisant (15 %), le manque d'avenir pour les diplômés (9%), le coût trop élevé des études et la nécessité de travailler (5 % respectivement). Les autres raisons d'ordre sociologique (la fuite des enfants, le déracinement, la culture occidentale bafouant la culture et la tradition des ancêtres) sont les plus importantes (64%) (voir graphique 3.16 et tableau 3.34).

Graphique 3.16 :  
Raisons de non-scolarisation des enfants de la zone ouest-Atacora

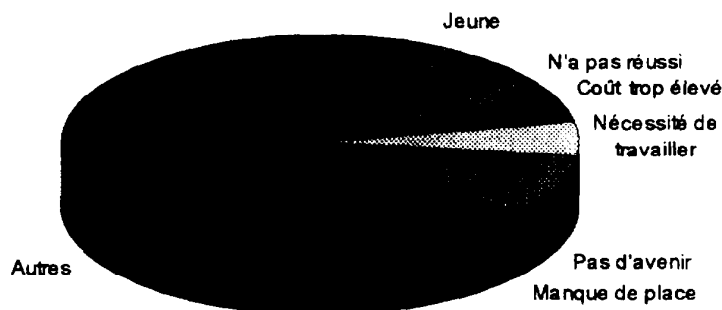


Tableau 3.34  
Raisons de non-scolarisation des enfants de 5 à 14  
selon le sexe dans la zone ouest-Atacora

Raisons de non scolarisation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Jeune	14	16,9	10	12,5	24	14,7
N'a pas réussi	4	4,8	0	0,0	4	2,5
Coût trop élevé	6	7,2	2	2,5	8	4,9
Nécessité de travailler	4	4,8	4	5,0	8	4,9
Pas d'avenir	7	8,4	7	8,8	14	8,6
Manque de place	0	0,0	1	1,3	1	0,6
Autre	48	57,8	56	70,0	104	63,8
Total	83	100,0	80	100,0	163	100,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.9 Patrimoine des ménages ruraux

En milieu rural de la zone ouest-Atacora, les maisons les plus répandues sont les maisons avec des murs en terre et toit en paille (habitat traditionnel) : 89 % des maisons ont ces caractéristiques dans la zone et chaque ménage en possède en moyenne 2,6. Elles sont suivies par les maisons avec des murs en terre et toit en tôle (habitat intermédiaire) qui représentent que 11 % seulement des maisons et qu'on retrouve dans les ménages à raison de 0,3 en moyenne par ménage, soit une pour trois ménages. Les maisons avec des murs en agglomérés et toit en tôle (habitat moderne) sont quasi inexistantes dans la zone et se retrouvent seulement dans quelques rares ménages non pauvres (voir tableau 3.35). Contrairement à ce qui est observé dans la plupart des zones où l'habitat semble évoluer de l'habitat traditionnel vers l'habitat intermédiaire, l'habitat dans la zone ouest-Atacora est encore à prédominance

traditionnel. Ceci dénote du peu de changement qualitatif dans les conditions de vie des ménages de cette zone. La répartition des maisons sur ces trois types d'habitat et selon la catégorie socio-économique du ménage qui les possèdent révèle que l'habitat moderne est l'apanage des non pauvres.

Les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora ne possèdent presque pas les autres installations fixes. En effet, à l'exception des greniers qu'on rencontre à raison d'au moins 1 en moyenne par ménage, toutes les autres installations fixes sont presque inexistantes dans le patrimoine des ménages. La possession des autres installations fixes n'est pas liée au niveau de richesse (voir tableau 3.36).

**Tableau 3.35**  
Nombre moyen et pourcentage des maisons  
selon le type et la catégorie socio-économique des ménages

Type de maison	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons
Murs en agglomérés-toit en tôle	.03	1.23			.01	.32
Murs en terre-toit en tôle	.33	12.35	.22	6.96	.32	10.83
Murs en terre-toit en paille	2.33	86.42	2.89	93.04	2.61	88.85
Nombre total de maisons	2.70	100	3.11	100	2.93	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.36**  
Nombre moyen des installations fixes  
selon le type et la catégorie socio-économique des ménages

Autres installations fixes	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage
Étable	2	.07	10	.27	17	.16
Bergerie	2	.07	4	.11	11	.10
Grenier	34	1.13	61	1.65	150	1.4
Porcherie	3	.10	2	.05	8	.7
Aire de séchage	1	.03	10	.27	18	.17
Magasin de stockage	2	.07			2	.02
Étang de poissons			2	.05	2	.02
Autres installations	5	.17	7	.19	18	.17

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits matériels agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux. Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder (voir tableau 3.37).

Parmi les équipements ménagers et de transport, le foyer traditionnel, le poste radio et la bicyclette se rencontrent fréquemment. On en rencontre respectivement au moins 1 pour 2 ménages. Le poste radio et la bicyclette se rencontrent beaucoup plus au niveau des ménages non pauvres que ceux pauvres (voir tableau 3.38).

Dans la zone ouest-Atacora, l'élevage du gros bétail n'est presque pas pratiqué. Les ménages ruraux de cette zone élèvent plutôt les caprins et les poulets. On en dénombre respectivement 3,81 et 11,87 bêtes par ménage. Les autres espèces animales se rencontrent moins fréquemment dans les ménages ruraux de la zone. Il n'existe pas de grandes différences entre ménages pauvres et non pauvres en ce qui concerne le nombre de têtes par ménage. Cependant, il apparaît que les ménages non pauvres



ont relativement plus de têtes de bovins et de poulets que les ménages pauvres. Inversement, ces derniers ont plus de caprins et de porcins (voir tableau 3.39).

**Tableau 3.37**  
**Nombre moyen des différents équipements agricoles possédés**  
**par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora**

Équipement et matériel agricole	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage
Attelage complet	2	.07	2	.05	5	.05
Butteur	1	.03	1	.03	2	.02
Filet			4	.11	5	.05
Nasse	2	.07	1	.03	8	.07
Autres équipements et petits matériels agrico.	70	2.33	55	1.49	210	1.96

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.38**  
**Nombre moyen des différents équipements ménagers possédés**  
**par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora**

Équipement ménager	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage
Moulin manuel			5	.14	8	.07
Moulin à moteur	2	.07			3	.03
Foyer amélioré			2	.05	3	.03
Foyer traditionnel	9	.30	13	.35	29	.27
Réchaud à pétrole	2	.07			3	.03
Poste radio	21	.70	8	.22	49	.46
Bicyclette	21	.70	17	.46	68	.64
Autres équipements ménagers	61	2.03	83	2.24	235	2.20

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.39**  
**Nombre moyen des différentes espèces animales possédées**  
**par les ménages ruraux de la zone ouest-Atacora**

Espèces animales	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'animaux recensés	Nombre d'animaux par ménage	Nombre d'animaux recensés	Nombre d'animaux par ménage	Nombre d'animaux recensés	Nombre d'animaux par ménage
Bovins	62	2.07	45	1.22	155	1.45
Ovins	53	1.77	34	.92	156	1.46
Caprins	77	2.57	148	4.00	408	3.81
Porcins	19	.63	40	1.08	86	.80
Poulets	418	13.93	342	9.24	1270	11.87

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs de ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

##### 4.1. Difficultés des chefs ménages hommes et des femmes en milieu rural

Les difficultés des chefs de ménage concernent essentiellement la production végétale (56%) et l'élevage (28%). Les autres secteurs d'activités que sont le commerce, la transformation agro-alimentaire, l'environnement et la pêche créent moins de difficultés aux chefs de ménages hommes eu égard à la faible importance de ces activités.

Les femmes rencontrent plus de difficultés dans les secteurs de la production végétale et de l'élevage. Ces secteurs sont suivis de près par ceux du commerce, de la transformation agro-alimentaire et de l'environnement.

Les deux principaux secteurs de difficultés sont les mêmes pour les hommes et les femmes. Mais en plus des difficultés liées au secteur de production et à l'élevage, les femmes ont cité des difficultés minimales liées au commerce, à la transformation agro-alimentaire et à l'environnement. Ce qui montre que les activités des femmes sont diversifiées.

La principale difficulté des chefs de ménages hommes est l'appauvrissement des sols. Les autres séries de difficultés sont liées à l'accès aux facteurs de production végétale et animale, (aliments, points d'eau, vaccination), les vols d'animaux, l'appauvrissement des forêts en gibiers et la pénibilité du travail agricole manuel.

Comme pour les chefs de ménages hommes, les femmes citent comme première difficulté l'appauvrissement des sols. Elles citent également les problèmes de sécheresse qui suscitent la corvée d'eau dans leurs travaux de ménage. Les autres difficultés sont liées aux autres activités qu'elles mènent.

Tableau 4.1  
Principales difficultés citées par les chefs ménages hommes

Secteur	Difficulté	Nombre de citation	% du total des citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	59	25.1
Production végétale	Manque de crédit	14	6.0
Elevage	Problème de vol d'animaux	14	6.0
Chasse	Appauvrissement des forêt en gibiers	14	6.0
Production végétale	Pénurie de terre	12	5.1
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	12	5.1
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation	10	4.3
Elevage	Problème de disponibilité de point d'eau	10	4.3
Elevage	Problème de vaccination	9	3.8
Production végétale	Problème de transhumance	8	3.4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 4.2**  
**Principales difficultés citées par les femmes**

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	29	12.8
Environnement	Problème de sécheresse	20	8.8
Transformation agro-alimentaire	Marge réduite	11	4.8
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	10	4.4
Commerce	Problème de crédit	10	4.4
Elevage	Problème de vaccination	9	4.0
Commerce	Problème de débouché/écoulement	8	3.5
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	8	3.5
Production végétale	Pénurie de terre	8	3.5
Elevage	Problème de vol d'animaux	7	3.1

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **4.2. Difficultés des ménages ruraux non pauvres et pauvres**

Les ménages non pauvres rencontrent plus de difficulté dans les secteurs de la production végétale (42%), de l'élevage (26%) et du commerce (11%).

Tout comme les ménages non pauvres, les ménages pauvres rencontrent plus de difficultés dans les secteurs de la production végétale, de l'élevage, de la transformation et de l'environnement.

Les deux catégories sociales rencontrent des problèmes dans les mêmes secteurs, mais à des degrés divers d'importance. Les non pauvres éprouvent plus de difficultés pour le commerce alors que les pauvres en éprouvent dans la transformation agro-alimentaire.

Les ménages non pauvres ont comme principale difficulté l'appauvrissement des sols. Les problèmes de vaccination, de vol d'animaux et de disponibilité d'importants points d'eau évoqués, reflètent l'importance de l'élevage dans cette zone. La production agricole est difficile compte tenu de la pénibilité du travail agricole manuel et des problèmes de sécheresse.

Comme pour les ménages non pauvres, la difficulté première est l'appauvrissement des sols. L'élevage est aussi source de difficultés importantes en particulier la disponibilité d'aliments et de produits vétérinaires et les vols d'animaux. La sécheresse affecte tous les ménages. Toutefois, les ménages pauvres éprouvent plus de difficultés pour écouler leurs produits et pour s'approvisionner en matières premières pour la transformation agro-alimentaire.

**Tableau 4.3**  
**Principales difficultés citées par les ménages non pauvres**

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	46	18.5
Elevage	Problème de vaccination	14	5.6
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	14	5.6
Environnement	Problème de sécheresse	13	5.2
Elevage	Problème de vol d'animaux	11	4.4
Elevage	Problème de disponibilité de point d'eau	10	4.0
Production végétale	Manque de crédit	9	3.6
Commerce	Problème de crédit	9	3.6
Production végétale	Pénurie de terre	8	3.2
Commerce	Problème de débouché/Ecoulement	8	3.2

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 4.4**  
**Principales difficultés citées par les ménages pauvres**

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	20	19.8
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation	10	9.9
Environnement	Problème de sécheresse	6	5.9
Transformation agro-alimentaire	Problème de débouchés/ Ecoulement	5	5.0
Elevage	Problème de vol d'animaux	5	5.0
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	5	5.0
Elevage	Problème de disponibilité des produits vétérinaires	4	4.0
Transformation agro-alimentaire	Problème d'approvisionnement en matière première	4	4.0
Production végétale	Manque de crédit	3	3.0
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	3	3.0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **4.3. Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres**

Cette section du rapport traite des stratégies des ménages ruraux. L'analyse porte sur les causes et les solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres et non pauvres pour faire face aux principales difficultés qui affectent leurs activités économiques.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois causes majeures de ces difficultés et les solutions adoptées par les ménages pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à 100 pourcent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

**Tableau 4.5**  
**Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres**

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Environnement naturel hostile	77	1. Problème de sécheresse	1. On accepte ce phénomène naturel. On n'y peut rien.	18
			2. Redoublement d'effort	18
			3. Abandon la parcelle à problème ou l'activité. Diversification	17
1. Surexploitation de terres peu fertiles	88	2. Appauvrissement du sol	1. Redoublement d'effort	36
2. Disponibilité insuffisante d'intrants au niveau local	6		2. Changement de technique culturale	18
3. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	6		3. Techniques d'enrichissement du sol (compost, fumure, jachère, etc...)	18
1. Manque de capital pour acheter des matières premières	60	3. Problème d'approvisionnement en matières premières	1. Conservation des produits	29
2. Coût élevé des matières premières	20		2. Aide ou entraide entre producteurs	29
			3. Changement de technique de transformation	14
1. Manque de technologies économisant l'effort physique	40	4. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Utilisation de moyens rudimentaires (Technique culturale traditionnelle et technologie simple)	25
2. Surexploitation de terres peu fertiles	20		2. Location ou emprunt d'équipement agricole à des voisins	25
3. Mauvais état de santé de membres du ménage	20	Pour la transformation agro-alimentaire	3. Aide ou Entraide entre producteurs	25

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 4.6**  
**Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres**

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Environnement naturel hostile	36	1. Problème de sécheresse	1. Redoublement d'effort	42
2. Situation géographique et/ou caractéristiques du sol peu propices	33		2. Approvisionnement en semences à cycle court	17
	10		3. Recours à l'extérieur (ONG et AVA) pour trouver des techniques de retention d'eau	17
1. Surexploitation de terres peu fertiles	71	2. Appauvrissement des sols	1. Techniques d'enrichissement du sol (fumure, compost, jachère, etc...)	50
2. Ignorance ou incompréhension	7		2. Recours à l'extérieur (ONG et AVA) pour trouver des techniques de conservation des sols	10
3. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	5		3. Redoublement d'effort	10
1. Manque de technologies économisant l'effort physique	38	3. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Location ou emprunt de matériel agricole à des voisins	21
2. Mauvais état de santé de membres du ménage	19		2. Limiter les superficies au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	21
3. Fort taux de dépendance (vieux doit supporter trop d'enfants)	13		3. Aide ou entraide entre producteurs voisins	21
1. Infrastructures insatisfaisantes (voies)	50	4. Problème d'enclavement	1. Utilisation des moyens rudimentaires (vélo, marche à pieds) pour transporter les produits au marché	38
2. Environnement naturel hostile	31		2. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	13
3. Ignorance ou incompréhension	19		3.	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**- Premier type de difficulté : La sécheresse**

Selon les ménages ruraux de la zone, ils vivent mal les effets de la sécheresse parce qu'ils ne connaissent pas de techniques culturales adaptées à la situation. Par ailleurs, leur environnement naturel est hostile de même que leur situation géographique.

Face à ce problème, les ménages ruraux de la zone adoptent principalement trois solutions à savoir l'utilisation de semences à cycle court, redoublement d'effort et l'adoption de techniques de retention d'eau. La forte contrainte environnementale de la zone font que parfois les ménages se résignent.

**- Deuxième type de difficulté : L'appauvrissement des sols**

Dans la zone, les ménages ruraux disposent en général de terres souvent dégradées et peu fertiles. Cela est reconnu par les ménages non pauvres qui pensent que l'environnement

naturel leur est hostile. C'est cette situation, selon les ménages ruraux, qui les a conduit à une surexploitation des terres déjà peu fertiles, appauvrissant ainsi davantage les sols. L'enclavement de la zone ne favorise pas la disponibilité des intrants qu'ils utiliseraient pour lutter contre l'appauvrissement des sols.

Comme solutions, les ménages ruraux pratiquent des techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure) ou utilisent des engrais. Ces solutions sont utilisées de façon plus systématique chez les ménages non pauvres tandis que les ménages pauvres, faute de ressources, procèdent à un changement de techniques culturales. Les ménages non pauvres font recours à l'extérieur (ONG, encadrement rural, etc) pour la recherche de techniques de conservation des sols.

- **Troisième type de difficulté : Problème d'approvisionnement en matières premières**

Selon les ménages ruraux pauvres de la zone qui ressentent le plus ce problème, les causes évoquées sont le manque de capital pour acheter les matières premières et le coût élevé de ces matières.

Face à ce problème, les ménages ruraux essaient d'améliorer la conservation des produits ou procèdent au changement des techniques de transformation. Ici aussi, la solidarité communautaire est exploitée.

- **Quatrième type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel**

Pour l'ensemble des ménages ruraux (pauvres et non pauvres) les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté :

- \* la non-disponibilité par eux de matériels techniques et des équipements pouvant leur permettre une économie d'effort physique ;
- \* le mauvais état de santé des membres des ménages;
- \* l'insuffisance de main-d'oeuvre par rapport aux superficies des terres à cultiver.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours en premier, à la location ou emprunt de matériel agricole chez des voisins, solution qu'ils combinent souvent avec la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base. En troisième lieu, les ménages indiquent toutefois, qu'ils s'entraident entre eux.

- **Cinquième type de difficulté : L'enclavement des villages de la zone**

Ce problème est surtout ressenti par les ménages non pauvres qui éprouvent des difficultés pour écouler les surplus de production et pour acquérir des facteurs de production. Il serait dû au mauvais état des infrastructures (routes, pistes et ponts) et à l'environnement naturel hostile (relief fortement accidenté) entraînant le manque de moyens de transport.

Dans la mesure où ils ne disposent pas souvent de bons moyens de transport et compte tenu de la qualité des voies, les ménages ruraux utilisent des engins à deux roues ou le cas échéant transportent les marchandises sur leur tête, ce qui limite leur trafic.

- **Sixième type de difficulté : Problème de vol d'animaux/Manque de pâturage**

Selon les ménages ruraux, les vols d'animaux sont le fait d'une part de chômeurs ou des désœuvrés qui dans l'oisiveté tombent dans le banditisme ou résultent d'autre part des problèmes de règlement de compte ou conflits entre populations d'un même quartier ou village voire de la même zone. Certains membres des ménages pensent que c'est souvent l'oeuvre des transhumans étrangers qui emportent dans leurs troupeaux les bêtes qui sont au pâturage et souvent surveillées par des enfants. L'entrée de ces transhumans étrangers engendre une autre difficulté celle du manque de pâturage.

Les ménages ruraux sont le plus souvent résignés face à cet état de fait. Un certain nombre de ménages non pauvres essaient d'améliorer la surveillance des bêtes en prenant un gardien. Le recours aux autorités politico-administratives est relativement moins fréquent en raison de sa faible efficacité. Cependant ces dernières, en ce qui concerne la transhumance sont en train de prendre des mesures pour empêcher l'entrée des éleveurs étrangers.

- **Septième type de difficulté : Absence de débouchés pour l'écoulement des produits d'élevage et ceux transformés**

Cette difficulté est liée essentiellement à l'enclavement de la zone et au manque de moyen de transport adéquat. Ceci entraîne un déséquilibre entre l'offre et la demande de ces produits au niveau local; ce qui par surcroît réduit les marges bénéficiaires qui apparaît aussi comme une difficulté des femmes.

Face à cette difficulté aucune solution pertinente n'est adoptée au niveau de la zone sinon que la population se résigne.

- **Huitième type de difficulté : Problème de disponibilité de produits vétérinaires**

Le problème de disponibilité de produits vétérinaires, en particulier pour la vaccination des animaux, est principalement imputable au manque d'appui ou au mauvais suivi des services vétérinaires. Ceux-ci n'ont probablement pas les moyens adéquats pour assurer ce service public. Cette faiblesse des pouvoirs publics est d'autant plus ressentie que les besoins de services vétérinaires sont importants compte tenu des nombreuses épizooties rencontrées dans la zone.

Face à ce problème, les ménages ruraux n'ont d'autres choix que de se plier sur des techniques traditionnelles rudimentaires comme l'arrachage manuel des tiques sur les animaux.



*A travers les déclarations on peut retenir que les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir:*

- le niveau de formation de la population*
- l'accès aux services sociaux de base*
- l'accès aux ressources productives*

*C'omme on le constate à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, vol d'animaux, absence de débouchés, etc.*

*Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. C'est cet effort qui sera fait à travers le canevas de lignes d'orientations proposé dans le chapitre 6.*

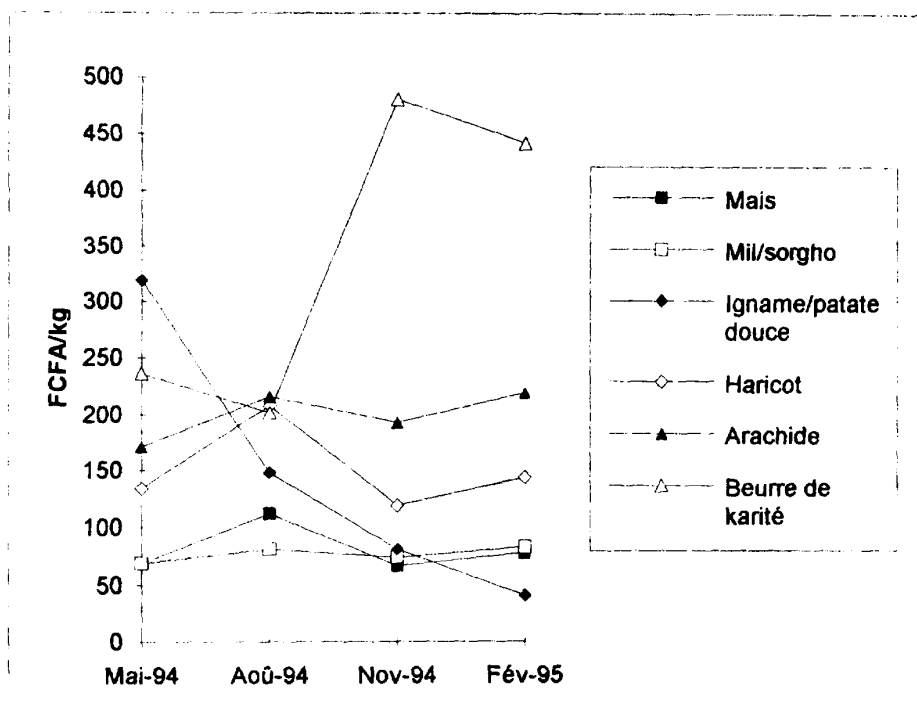
## V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

### 5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passage.

Les fluctuations de prix ont varié de faibles (mil/sorgho, igname et arachide) à fortes (maïs, haricot et beurre de karité). La tendance annuelle est à la hausse légère sauf pour l'igname (fortement à la baisse) et pour le beurre de karité (fortement à la hausse) (voir graphique 5.1).

**Graphique 5.1** Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone de la zone Ouest Atacora



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.2. Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

Les ménages ruraux de la zone quant à eux ont plus modifié leur consommation alimentaire que l'ensemble des ménages au niveau national dans le sens d'une réduction plus fréquente de la quantité et de la qualité des produits locaux (respectivement +7% et +5%). Ils ont souvent réduit leur quantité consommée de viande et de poisson et dans une certaine mesure la qualité des condiments. L'impact sur la consommation de mil/sorgho est moins fort, comme pour les autres zones du nord. Quant aux changements dans les comportements de consommation des produits alimentaires importés, ils sont assez similaires à ceux mentionnés au niveau national.

Tableau 5.1  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Viande	88,6	0,0	2,9	8,6	0,0	35	19,7
Condiment	22,2	0,0	37,0	33,3	7,4	27	15,2
Poisson	84,6	0,0	0,0	15,4	0,0	26	14,6
Mil/sorgho	45,5	22,7	27,3	0,0	4,5	22	12,3
Produits locaux	63,7	7,3	13,4	14	1,7	179	100
Produits importés	72,2	0	5,6	22,2	0	72	NP
Total produits	66,1	5,2	11,2	16,3	1,2	251	NP

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.3. Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux

Par rapport au niveau national, le poste habillement dans la zone a été plus souvent affecté et le poste transport moins souvent. Les ménages ruraux de cette zone ont privilégié les ajustements à la baisse de la qualité (sauf pour le logement) et moins fréquemment réduit les quantités consommées (sauf pour le logement et le transport).

**Tableau 5.2**  
**Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation**  
**de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone Ouest-Atacora**

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	17,1	0,0	3,4	78,1	1,4	42,4
Santé	35,0	1,9	11,7	51,5	0,0	29,9
Obligations sociales	23,3	0,0	30,2	46,5	0,0	12,5
Logement	63,6	0,0	21,2	15,2	0,0	9,6
Transport	52,6	0,0	10,5	36,8	0,0	5,5
Total	29,7	0,6	11,3	57,8	0,6	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **5.4. Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux**

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact modéré voire positif sur la production vivrière. La rentabilité des cultures vivrières a été relativement moins affectée qu'au niveau national (45% de citations de rentabilité inchangée). Cependant les ménages de la zone 4 ont augmenté leur production vivrière, en particulier de sorgho, de manière un peu plus fréquente que l'ensemble du pays 34 % des citations, soit 6% de plus que la moyenne nationale. Ceci s'explique par la situation de la zone dont les ménages, surtout dans la partie sud, commercialisent d'habitude une bonne partie de leur production vivrière.

**Tableau 5.3**  
**Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité**  
**des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora**

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Sorgho	11,4	27,3	61,4	44	25,6
Igname	27,8	36,1	33,3	35	20,9
Total	25,0	29,1	45,3	171	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 5.4**  
**Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production**  
**des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora**

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Sorgho	9,1	34,1	56,8	44	25,7
Igname	38,9	36,1	25,0	36	21,1
Total	26,3	35,7	38,0	171	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### **5.5. Impact de la dévaluation sur la production des cultures de rente des ménages ruraux**

Au niveau de la zone, la dévaluation a eu un impact modéré et partagé sur la production de cultures de rente. Comme dans les autres zones du nord, la rentabilité du coton a le plus souvent diminué alors que celle de l'arachide augmentait. Si la production d'arachide a augmenté de manière aussi fréquente que la rentabilité de cette culture, les ménages de la zone ont gardé leur production de coton au même niveau, privilégiant leur orientation vers les cultures vivrières.

**Tableau 5.5**  
**Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité**  
**des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora**

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Arachide	37,0	40,7	22,2	27	33,8
Coton	45,0	30,0	25,0	20	25,0
Total	35,0	37,5	27,5	80	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Arachide	37,0	40,7	22,2	27	33,8
Coton	25,0	30,0	45,0	20	25,0
Total	32,5	38,8	28,8	80	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### 5.6. Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact très faible sur les activités de transformation agro-alimentaire et clairement négatif sur la rentabilité.

Tableau 5.7

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	68,6	14,3	17,1	35	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### 5.7. Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact très faible sur les activités de commerce et le peu d'impact sur la rentabilité a été plutôt à la baisse.

**Tableau 5.8**  
**Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité**  
**des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone Ouest Atacora**

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	55,9	35,3	8,8	34	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### **5.8. Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux**

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact faible sur la solidarité communautaire. Peu de ménages ruraux ont reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont à peine plus fréquents que les dons reçus (respectivement 9% et 6%). Les ménages ruraux ont envoyé à l'extérieur à peu près autant de personnes qu'ils en ont accueilli (4%).

**Tableau 5.9**  
**Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la solidarité**  
**communautaire des ménages ruraux de la zone Ouest Atacora**

	% des ménages	
	Oui	Non
<b>Aide en argent ou en nature</b>		
Appel à des aides d'autres personnes	6,3	93,7
Dons faits à d'autres personnes	9,3	90,7
Ni aides reçues, ni dons faits	86,3	13,7
<b>Accueil de personnes</b>		
Personnes envoyées ailleurs	4,4	95,6
Personnes accueillies venant d'ailleurs	3,9	96,1
Aucun parent envoyé ou accueilli	92,2	7,8

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

## **VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE**

### **6.1. Principes directeurs**

1. **Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité.** Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.

2. **Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro.** L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coopératives, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.

3. **Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes.** Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.

4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un **cube d'orientation stratégique** présenté à la figure 6.1.

5. Enfin **les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.**

### **6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux**

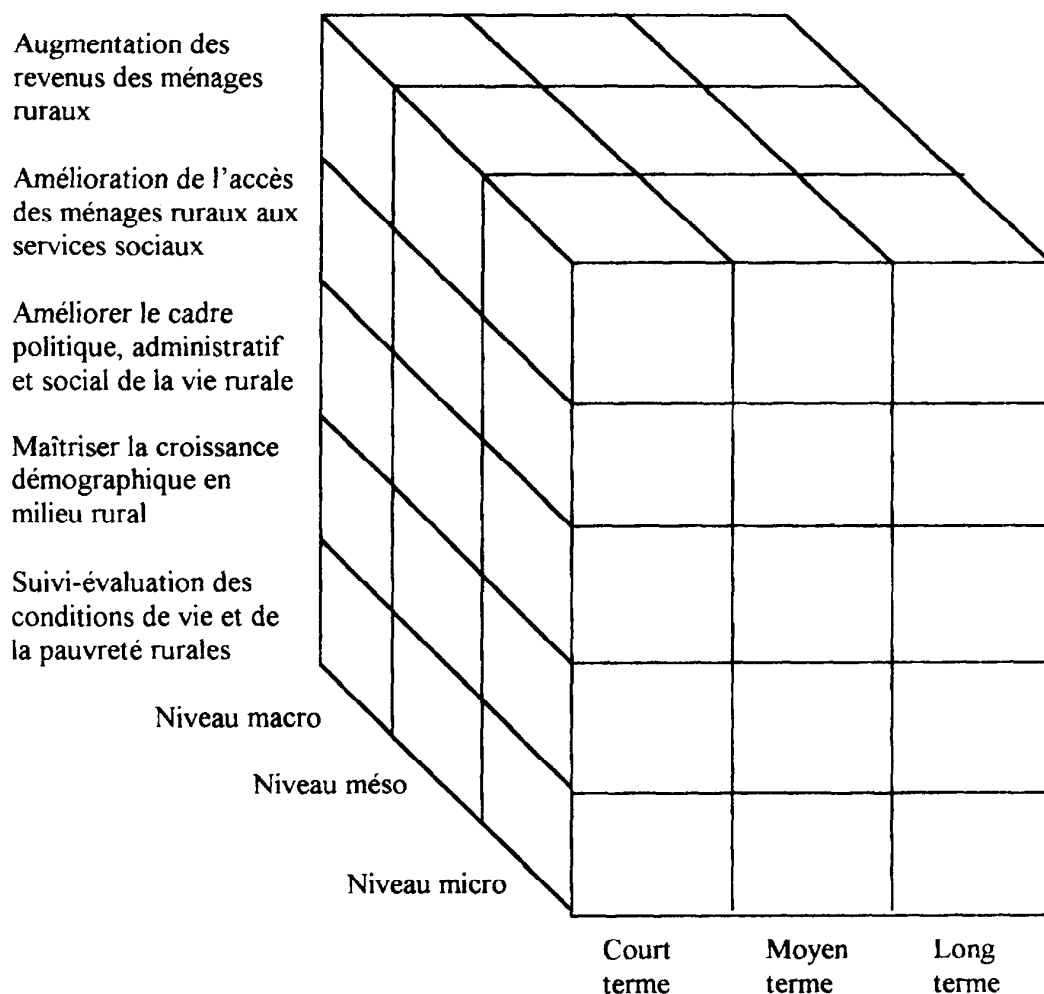
#### ***Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles***

##### Objectifs

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phytosanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel



Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale



#### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

##### *Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur*

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénommé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les

coûts de commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

*Revaloriser la filière de l'arachide et/ou de voandzou dans la zone*

Mesures ciblées sur les pauvres

*Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres*

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé. On pourra suivant ce principe mettre à la disposition de ces ménages la ligne de crédit équipement du PDRI (Projet de Développement rural intégré) du CARDER Atacora.

***Deuxième axe d'intervention: le crédit rural***

Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.
- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

*Renforcer le rôle des CLCAM*

- Encourager la mise en place de CLCAM au niveau de certaines communes de la zone pour rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt
- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'épargne locale pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts

- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

*Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit*

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc.

*Mobiliser l'épargne locale*

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles

Mesures ciblées sur les pauvres

*Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres*

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

*Combinaison du crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières*

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

***Troisième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales***

Objectifs

- Désenclaver certaines communes rurales de la zone pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux
- Améliorer l'accès à certains services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

*Construction, réfection et entretien de pistes et de ponts et de guets sur la voie Natitingou-Boukoubé.*

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Selon le degré de pauvreté de la zone, les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts. Dans ce cadre l'activité de certaines ONG mérite d'être encouragée.

*Désenclaver les sous-préfectures de Matéri, de Cobly et de Bouloumbé*

***Quatrième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres***

Objectifs

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en période critique
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge et vieillards

Mesures ciblées sur les pauvres

*Distribution de vivres PAM contre travail (food for work) dans des localités particulièrement déshéritées et/ou pendant les périodes les plus critiques.*

*Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères*

***Cinquième axe d'intervention : Promotion de certaines cultures spécifiques à la zone***

Objectifs

- Aménager les bas-fonds pour la riziculture
- Promouvoir la culture du fonio

Suite au changement de parité du F CFA, la culture du riz est devenue rentable au plan national. Le doublement du prix CAF de ce produit doit exciter les paysans à produire davantage dans le cadre d'une politique d'import-substitution. A cet effet, la zone ouest-Atacora devra bénéficier d'encadrement adéquat pour meilleure exploitation de ces bas-fonds.

Le fonio pouvant servir dans la fabrication du couscous (produit jusque là importé), il serait aussi souhaitable que l'on développe les potentialités de la zone pour accroître sa production afin de dégager des surplus exportable.

**Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro			
Niveau méso	<p>Hausse des prix des produits agricoles au producteur</p> <p>Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p> <p>Développer formes alternatives de crédit</p> <p>Mobiliser l'épargne locale</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p>
Niveau micro	<p>Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition.</p> <p>Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition.</p> <p>Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail</p> <p>Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres</p> <p>Réduire le taux d'intérêt de certains prêts</p>	<p>Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition.</p>	

### **6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux**

#### ***Premier axe d'intervention : la santé***

##### **Objectifs**

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

## Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

### *Financer et organiser une campagne nationale d'IEC*

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

### *Equiper correctement les centres de soins primaires en milieu rural*

Réorienter une partie du budget de la santé des zones urbaines vers les zones rurales, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

### *Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires*

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

### *Améliorer la formation des agents de santé primaires*

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

### *Mettre en place au niveau national un système d'information à base communautaire*

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans 20 villages du Zou, dix villages du Borgou et dix villages de l'Atacora, mettre en place un SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

## Mesures ciblées sur les pauvres

### *Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres*

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

## ***Deuxième axe d'intervention : l'éducation***

### **Objectifs**

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

### **Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux**

#### ***Revoir le contenu des programmes***

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

#### ***Intensifier le programme national d'alphabétisation fonctionnelle***

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

### **Mesures ciblées sur les pauvres**

#### ***Réduire les coûts de la scolarisation des enfants de ménages pauvres***

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural.

**Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école  Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper des centres de santé primaire  Formation des agents de santé primaire  Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

#### **6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale**

##### ***Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique***

##### **Objectif**

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

##### **Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux**

##### ***Réforme administrative***

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenser des palliers de gouvernement locaux

##### ***Réforme de la fiscalité***

Transfert correspondant de ressources financières du niveau central vers les niveaux locaux

##### ***Actions de formation et d'information***



Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics

***Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale***

#### Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

#### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

*Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances locales*

Election de représentants

*Encourager les initiatives locales*

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

*Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales*

Il s'agit d'organiser des tables rondes régionales comme mécanisme de concertation entre l'Etat, et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

***Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural***

#### Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

#### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

*Construction de centres de vente de produits vétérinaires dans les zones d'élevage qui en manquent*

*Financement et organisation de campagnes de vaccination*

*Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires*

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la clientèle. Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

**Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

#### **6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural**

***Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable***

##### **Objectifs**

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurales.

### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

#### *Campagne IEC*

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

#### *Disponibilité de services publics*

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

#### *Mise en place d'une politique familiale*

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

**Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	